



The European Agricultural Fund for Rural Development:  
Europe investing in rural areas



# **Rapport annuel de mise en œuvre**

## **France - Rural Development Programme (Regional) - Poitou-Charentes**

<b>Rapport annuel de mise en œuvre</b>	
<b>Période</b>	01/01/2019 - 31/12/2019
<b>Version</b>	2019.1
<b>Statut - Nœud actuel</b>	Accepté par la CE - European Commission
<b>Référence nationale</b>	
<b>Date d'approbation par le comité de suivi</b>	17/09/2020

<b>Version du programme en vigueur</b>	
<b>CCI</b>	2014FR06RDRP054
<b>Type de programme</b>	Programme de développement rural
<b>Pays</b>	France
<b>Région</b>	Poitou-Charentes
<b>Période de programmation</b>	2014 - 2020
<b>Version</b>	10.2
<b>Numéro de la décision</b>	C(2019)5373
<b>Date de la décision</b>	10/07/2019
<b>Autorité de gestion</b>	Région Nouvelle-Aquitaine
<b>Organisme de coordination</b>	Agence de Services et de Paiement Mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles (MCFA)

# Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	4
1.a) Données financières .....	4
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées .....	4
1.b1) Tableau récapitulatif .....	4
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire .....	14
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F .....	46
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif] .....	47
1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes .....	47
1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro).....	50
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION .....	51
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification. ....	51
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation). ....	51
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation). ....	52
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne. ....	54
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation. ....	55
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation). ....	55
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation). ....	56
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES .....	57
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme .....	57
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces .....	58
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME .....	60
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action .....	60
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	60
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action .....	61
4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission] .....	62

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE.....	67
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES .....	68
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	69
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013 .....	70
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION.....	72
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013] .....	73
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES.....	79
Annexe II .....	80
Documents .....	89

# 1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

## 1.a) Données financières

Voir les documents joints

## 1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

### 1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2019			0,08	7,64	1,05
	2014-2018			0,06	5,73	
	2014-2017			0,01	0,96	
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2019					25,00
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2019					0,00
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2019	3,75	71,76	3,89	74,44	5,23
		2014-2018	2,90	55,49	3,04	58,17	
		2014-2017	3,47	66,40	2,09	39,99	
		2014-2016	0,49	9,38	0,49	9,38	
		2014-2015	1,98	37,89	0,31	5,93	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	708 983,62	24,14	551 893,23	18,79	2 937 500,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	34 809 598,00	78,29	25 389 953,51	57,10	44 462 383,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	35 518 581,62	74,93	25 941 846,74	54,73	47 399 883,00

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2019	3,34	80,96	3,34	80,96	4,13
		2014-2018	2,62	63,50	2,62	63,50	
		2014-2017	4,99	120,95	1,94	47,02	
		2014-2016	1,09	26,42	1,09	26,42	
		2014-2015	1,34	32,48	0,66	16,00	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	18 594 036,02	54,29	13 907 761,50	40,61	34 250 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	18 594 036,02	54,29	13 907 761,50	40,61	34 250 000,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2019	0,19	10,99	0,17	9,83	1,73
		2014-2018	0,16	9,25	0,10	5,78	
		2014-2017	0,19	10,99	0,01	0,58	
		2014-2016	0,04	2,31	0,11	6,36	
		2014-2015	0,06	3,47	0,03	1,74	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	852 346,53	76,71	234 387,78	21,09	1 111 111,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	1 530 597,22	91,40	1 430 767,93	85,44	1 674 603,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	2 382 943,75	41,19	1 665 155,71	28,78	5 785 714,00

Domaine prioritaire 3B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
Surface concernée par la reconstitution du potentiel agricole endommagé par des catastrophes naturelles (ha)		2014-2019					100,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M05	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00

Priorité P4						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2019					0,02
	2014-2018			0,01	44,70	
	2014-2017			0,01	44,70	
	2014-2016					
	2014-2015					
T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	2014-2019					0,02
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015			0,01	44,70	
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2019			10,38	2 222,25	0,47
	2014-2018			7,39	1 582,12	
	2014-2017			0,45	96,34	
	2014-2016					
	2014-2015					
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2019			11,41	194,86	5,86
	2014-2018			7,97	136,11	
	2014-2017			3,17	54,14	
	2014-2016			0,13	2,22	
	2014-2015			0,13	2,22	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2019			29,82	339,92	8,77
	2014-2018			24,40	278,14	
	2014-2017			9,58	109,20	
	2014-2016			3,00	34,20	
	2014-2015			3,00	34,20	



Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	11 597 709,57	156,83	8 347 186,33	112,87	7 395 238,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	6 738 617,05	43,95	2 457 921,82	16,03	15 333 333,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	69 237,01	8,71	11 885,98	1,50	794 984,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	150 738 865,70	87,99	98 305 324,95	57,38	171 311 761,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	91 694 394,36	130,14	43 953 934,13	62,38	70 460 504,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	135 215 802,00	91,73	135 215 802,00	91,73	147 404 409,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	396 054 625,69	95,96	288 292 055,21	69,85	412 713 562,00

Domaine prioritaire 5A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)		2014-2019					5,39
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	1 705 334,72	2,81	349 496,00	0,57	60 793 651,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	1 705 334,72	2,81	349 496,00	0,57	60 793 651,00

Domaine prioritaire 5C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)		2014-2019	698 208,00	21,99	698 208,00	21,99	3 174 603,00
		2014-2018	564 748,60	17,79	564 748,60	17,79	
		2014-2017	581 372,37	18,31	218 714,06	6,89	
		2014-2016	198 944,06	6,27	198 944,06	6,27	
		2014-2015	270 467,66	8,52			
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	817 622,11	64,39	391 186,33	30,81	1 269 841,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	817 622,11	64,39	391 186,33	30,81	1 269 841,00

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)		2014-2019			0,02	5,24	0,38
		2014-2018			0,01	2,62	
		2014-2017			0,01	2,62	
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	668 642,75	69,80	346 700,43	36,19	957 940,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	668 642,75	69,80	346 700,43	36,19	957 940,00

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2019					135,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	4 580 150,86	72,14	2 198 017,95	34,62	6 349 206,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	692 646,25	17,68	647 163,85	16,52	3 916 978,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	400 000,00	25,20	300 000,00	18,90	1 587 302,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	5 672 797,11	47,86	3 145 181,80	26,53	11 853 486,00

Domaine prioritaire 6B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		2014-2019					100,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)		2014-2019					4,49
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)		2014-2019			64,29	190,77	33,70
		2014-2018			64,29	190,77	
		2014-2017			64,29	190,77	
		2014-2016			64,29	190,77	
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	22 131 249,03	108,08	4 506 458,45	22,01	20 476 190,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	13 440 775,96	34,93	5 207 663,64	13,54	38 475 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	35 572 024,99	60,34	9 714 122,09	16,48	58 951 190,00

Domaine prioritaire 6C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)		2014-2019					0,61
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00

### **1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire**

#### ***Eléments introductifs***

L'année 2019 est la sixième et avant dernière année effective de la programmation 2014-2020. Le retard de programmation des premières années de réalisation du Programme de Développement Rural (PDR) Poitou-Charentes a été en partie résorbé avec un taux de programmation général de 78,3 % de la maquette globale, un taux d'engagement de 76,6% et un taux de paiement de 66,8 %.

Néanmoins, il subsiste certaines disparités entre les dispositifs du programme. En effet, les dispositifs LEADER et de développement rural, plus complexes dans leur mise en œuvre et lancés tardivement, accusent encore un retard important qui commence à se résorber en 2019 avec une courbe des paiements en nette hausse qui se perçoit de manière plus significative depuis début 2020.

Par ailleurs, plusieurs modifications du PDR ont eu lieu en 2019 préparées avec le partenariat et les services de la Commission européenne :

- Modification ICHN: la mesure 13 a fait l'objet d'une modification du cadre national adoptée par la Commission européenne le 27 février 2019 afin de prendre en compte l'évolution de la délimitation des zones soumises à contraintes naturelles ou spécifiques qui entre en vigueur à compter de 2019, en application des articles 32.3 et 32.4 du règlement (UE) n° 1305/2013. L'octroi d'un paiement dégressif a été accordé aux agriculteurs établis dans des zones qui ne sont plus admissibles à la suite de la nouvelle délimitation.
- Modification "Desserte forestière": valorisation des projets collectifs du point de vue du taux d'aide dans le but de mutualiser la maîtrise d'ouvrage et de favoriser l'émergence de projets cohérents à l'échelle des territoires.
- Modification stratégique: la dynamique de la programmation présentait des mesures sur lesquelles une forte pression financière était exercée, comme les aides du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA). Parallèlement d'autres types d'opération disposaient de ressources encore importantes, permettant ainsi un redéploiement des crédits pour mieux répondre aux besoins du territoire. Certains de ces redéploiements ont entraîné la fermeture de types d'opération pour lesquels la Région ou d'autres partenaires financiers sont intervenus directement sans contrepartie FEADER. Cela permet de cibler l'intervention du FEADER sur certains types d'opération en rationalisant les temps de traitement administratif des différentes aides. De plus, la dynamique de la mesure 11 relative à l'Agriculture Biologique dont la maquette a déjà été augmentée en 2017 et 2018 se confirme et se traduit par un nouvel abondement de la mesure orienté sur l'opération 11.2 de maintien à l'agriculture biologique.

Par ailleurs, l'année 2019 marque l'entrée en vigueur effective du fonds ALTER'NA, instrument financier de la Région Nouvelle-Aquitaine. Lancé en 2018, ALTERNA est doté de 30 millions d'euros provenant de fonds régionaux et du FEADER auxquels se sont ajoutés 6 millions d'euros supplémentaires de fonds Junker portant à 240 millions d'euros le potentiel de fonds mobilisables pour les acteurs du territoire.

Ce nouvel instrument financier, dont la gestion a été confiée au FEI, est un outil supplémentaire au service de la transition agro-écologique que la Région Nouvelle-Aquitaine souhaite porter. Il permet au monde agricole d'investir dans des projets structurants tels que la création d'éco-serres en fruits et légumes, le développement des circuits courts et la création de valeur ajoutée au travers d'ateliers de transformation et

de commercialisation à la ferme, la transformation des produits issus de l'agriculture biologique, etc.

Depuis le 3 octobre 2019, les offres de prêts ALTERNA sont disponibles auprès des 3 banques (intermédiaires financiers) lauréates de l'appel à manifestation d'intérêt lancé au printemps par le FEI. Il s'agit du Crédit agricole, de Banque populaire et du Crédit agricole – CIC.

ALTERNA vise à

- Favoriser un meilleur accès au financement pour les projets risqués ou pour des nouvelles exploitations ou entreprises sans historique de crédit,
- Alléger les conditions et exigences en cas d'insuffisance de garanties par rapport aux exigences standards des banques
- Proposer des prêts d'investissement ou de développement à des conditions préférentielles en termes de taux d'intérêt, et de limitation de garanties personnelles.

Les données concernant le fonds Alter'Na sont évoquées ci-dessous dans la mise en oeuvre relative au Domaine Prioritaire 2A.

#### **Précisions sur les données quantitatives présentées dans le rapport de mise en oeuvre portant sur l'année 2019 :**

L'Autorité de gestion souhaite attirer l'attention de la Commission européenne sur plusieurs éléments :

1. Conformément à la possibilité réglementaire introduite le 23 février 2018 dans le règlement n°215/2014 (règlement de mise en oeuvre 216/2018), l'autorité de gestion continue à utiliser la nouvelle approche de comptabilisation des dossiers en intégrant les dossiers ayant reçu un premier paiement
2. La disponibilité des données liées aux indicateurs RAMO dans les logiciels de gestion OSIRIS et ISIS est toujours incomplète notamment sur les dossiers 2014, 2015 et 2016. Aussi, cela a nécessité un important travail de reconstitution manuelle des données pour un nombre significatif de dossiers. Ce travail a pu générer quelques erreurs sans toutefois entacher la fiabilité des données constitutives du présent RAMO. Les données quantitatives (programmation, engagement, paiement) fournies dans cette section s'arrêtent au 31/12/2019. Elles peuvent parfois être complétées par des données 2019, identifiées en tant que telles, lorsque ces compléments permettent d'apporter quelques explications complémentaires sur les retards de mise en oeuvre.

#### **Etat d'avancement de la programmation 2014-2020 : années 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019 :**

Malgré les retards de la programmation 2014-2020, la mise en oeuvre des dispositifs du PDR Poitou-Charentes a continué de manière progressive sur le territoire et permis :

- l'engagement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDR Poitou-Charentes de 594,65 M€ (soit + 38 points par rapport à 2018 où l'engagement était de 371M€) répartie comme suit au sein des priorités :
  - 9,41 % sur la priorité 2 dont 5,94 % sur le domaine prioritaire 2A et 3,47 % sur le domaine prioritaire 2B,
  - 0,41 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
  - 76,10 % sur la priorité 4,
  - 0,55 % sur la priorité 5 dont 0,30 % sur le domaine prioritaire 5A et 0,15 % sur le domaine prioritaire 5C, 0,11 % sur le domaine prioritaire 5E

- 13,52 % sur la priorité 6 dont 1,03 % sur le DP 6A et 12,49 % sur le DP 6B
- le paiement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDR Poitou-Charentes de 523,79 M€ (soit + 45 points par rapport à 2018 où le paiement était de 193M€) répartie comme suit au sein des priorités et domaines prioritaires :
  - 11,01 % sur la priorité 2 dont 7,41 % sur le domaine prioritaire 2A et 3,60 % sur le domaine prioritaire 2B,
  - 0,48 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A,
  - 84,56 % sur la priorité 4,
  - 0,30 % sur la priorité 5 dont 0,10 % sur le domaine prioritaire 5A et 0,11 % sur le domaine prioritaire 5C, 0,09 % sur le domaine prioritaire 5E
  - 3,64 % sur la priorité 6 dont 0,90 % sur le domaine prioritaire 6A et 2,74% sur le domaine prioritaire 6B

En 2019, 41 TO étaient ouverts sur le PDR Poitou-Charentes soit 322 M€ de FEADER programmés.

1. **Etat d'avancement de la Priorité 1 - Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales**

**Domaine Prioritaire 1A - Favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales**

Cette priorité concerne la mesure 1 (soit 2 TO : 1.1.1 ; 1.2.1 ; 1.2.2) activée dans le cadre des domaines prioritaires 1A et 1C ainsi que la mesure 16 (soit 3 TO : 16.1.1 ; 16.4.1 et 16.7.1) activée dans le cadre des domaines prioritaires 1A et 1B.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1	1 520 000	5	239 522	15,8%	0	0	0,0%	10	149 549	9,8%
TOTAL	1 520 000	5	239 522	15,8%	0	0	0,0%	10	149 549	9,8%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 5 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 239 522 € soit un taux de programmation de 15,8%.
- 0 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux d'engagement de 0%.
- 10 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 149 549 € soit un taux de paiement de 9,8%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation



TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1	1 520 000	43	892 808	58,7%	37	476 425	31,3%	34	438 292	28,8%
TOTAL	1 520 000	43	892 808	58,7%	37	476 425	31,3%	34	438 292	28,8%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 43 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 892 808 € soit un taux de programmation de 58,7%.
- 37 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 476 425 € soit un taux d'engagement de 31,3%
- 34 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 438 292 € soit un taux de paiement de 28,8%.

Pour la mesure 1, les TO 1.2.1 et 1.2.2 - Projets de démonstration et actions d'information ont été lancés en 2015. Aucune mise en œuvre de l'opération 1.1.1 (TO fermé en 2017).

### **TO 1.2 Activités de démonstration et d'information :**

Le type d'opération 1.2 a été modifié fin 2016 de façon à harmoniser ce dispositif à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine. En effet, la Région est le seul co-financeur de ce type d'opération. Les deux TO du PDR Poitou-Charentes ont été fusionnés dans un seul dispositif couvrant à la fois les actions d'information et les activités de démonstration.

Un nouvel AAP a été lancé en 2018 avec pour objectif de mettre en place des systèmes de production plus performants et durables, de renforcer les synergies entre acteurs, de consolider le système de recherche-innovation et d'assurer le maintien de l'élevage. Au vu des problématiques et enjeux identifier la Région a défini 4 axes de travail :

- Développer la compétitivité des filières en favorisant la diffusion des innovations auprès des professionnels
- Favoriser l'autonomie alimentaire dans les élevages
- Réduire la quantité d'intrants utilisés
- Garantir la biosécurité pour éviter les épizooties et les pertes économiques qui en découlent.

Cet appel à projet permettait aux potentiels bénéficiaires de déposer des dossiers pluriannuels se déroulant sur les années 2018 et 2019. 5 dossiers ont été programmés en 2019 pour 239 522 € de FEADER.

La Région, a également voulu inscrire dans un pacte d'ambition régionale des objectifs pluriannuels en matière de développement de l'agriculture biologique, d'approvisionnement local, d'accompagnement des entreprises agricoles et agroalimentaires et des organisations qui les appuient. Ce pacte est la continuité du

Programme national Ambition Bio. Ce pacte fixe les objectifs suivants :

- Développer les surfaces en agriculture biologique pour atteindre 10 % de la SAU régionale en Bio à l'horizon 2020 ;
- Développer le chiffre d'affaire pour atteindre 1,2 milliards d'euros de chiffre d'affaire bio à l'horizon 2020 ;
- Améliorer l'organisation des filières et aller vers une juste répartition de la valeur ajoutée ;
- Favoriser le développement du bio dans la restauration hors domicile et sur les marchés locaux, et notamment atteindre, en 2020, un taux de 20% de produits bio dans les cantines des lycées ;
- Apporter clarté et visibilité dans les soutiens publics.

L'appel à projet s'est réalisé sur l'année 2019 avec une date de dépôt au 30/11/2018. 3 dossiers ont été déposés et retenus pour une enveloppe FEADER de 151 263,98€

Pour la mesure 16, un appel à projet a été lancé en juin 2018 et clôturé fin août : 23 projets PEI ont candidaté. 8 ont été retenus permettant la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. 2 projets ont été programmés sur le PDR Poitou-Charentes pour 482 788 € de FEADER ce qui représente 100% de la maquette. Il n'y a pas eu de nouvel appel à projets lancé en 2019.

**Domaine Prioritaire 1B - Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement**

Cf. éléments ci-dessus (1A) pour la mesure 16 non lancée.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
16.1.1	482 788	2	482 788	100%	1	201 073	41,6%	0	0	0,0%
TOTAL	482 788	2	482 788	100%	1	201 073	41,6%	0	0	0,0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 2 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 482 788 € soit un taux de programmation de 100%.
- 0 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux d'engagement de 0%
- 0 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
16.1.1	482 788	2	482 788	100%	1	201 073	41,6%	0	0	0,0%
TOTAL	482 788	2	482 788	100%	1	201 073	41,6%	0	0	0,0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 2 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 482 788 € soit un taux de programmation de 100%.
- 1 dossier a été engagé depuis le début de la programmation pour un montant de 201 073 € soit un taux d'engagement de 41,6%
- 0 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

**1.2 Etat d'avancement de la Priorité 2 - Amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts**

Cette priorité concerne les mesures 1 et 4 soit 4 TO : 1.2.1 ; 1.2.2 ; 4.1.1 ; 4.1.2, 4.1.4, 4.1.5 et 4.2.3 dans le cadre du domaine prioritaire 2A et les TO 6.1.1, 6.1.2 dans le cadre du domaine prioritaire 2B.

La modification stratégique de décembre 2017 a permis à l'Autorité de gestion de fermer plusieurs dispositifs :

- 1.1.1 Formation
- 2.1.1 Conseils
- 4.1.2 Investissements pour les cultures spécialisées : fermé dans le cadre de la modification stratégique 2017 mais pour lequel des dossiers ont été engagés et payés en 2014 et 2015
- 6.1 2 Prêts bonifiés : fermé dans le cadre de la modification du cadre national mais pour lequel des dossiers ont été engagés et payés depuis la période de transition.

**Domaine Prioritaire 2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
----	----------	-------------------------------	---------------------	----------------------------------	----------------------------	------------------	------------------------------	--------------------------	----------------	-----------------------------

					engagés			payés		e
1.2.1.	1 520 000	5	239 522	15,8%	0	0	0,0%	10	149 549	9,8%
4.1.1	23 998 370	240	3 861 201	16,1%	225	3 565 057	14,9%	221	1 576 540	6,6%
4.1.2	656 904	0	0	0,0%	0	0	0,0%	6	41 405	6,3%
4.1.4	1 600 000	56	789 552	49,3%	36	399 631	25,0%	53	625 082	39,1%
4.1.5	1 400 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
4.2.3	600 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
TOTAL	29 775 274	301	4 890 275	16,4%	261	3 964 688	13,3%	290	2 392 577	8%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 301 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 4 890 275 € soit un taux de programmation de 16,4%.
- 261 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 3 964 688 € soit un taux d'engagement de 13,3%
- 290 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 2 392 577 € soit un taux de paiement de 8%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
1.2.1.	1 520 000	43	892 808	58,70%	37	476 425	31,30%	34	438 292	29%
4.1.1	23 998 370	1 298	16 516 813	68,80%	1 176	15 846 894	66,00%	649	11 431 059	48%
4.1.2	656 904	70	671 147	102,20%	70	671 147	102,20%	53	572 207	87%
4.1.4	1 600 000	115	1 588 609	99,30%	63	705 092	44,10%	53	625 082	39,10%
4.1.5	1 400 000	0	0	0,00%	0	0	0,00%	0	0	0%
4.2.3	600 000	0	0	0,00%	0	0	0,00%	0	0	0%
TOTAL	29 775 274	1 526	19 669 377	66,1%	1 346	17 699 558	59,4%	789	13 066 640	43,9%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1 526 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 19 669 377 € soit un taux de programmation de 66,1%.
- 1 346 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 17 699 558 € soit un taux d'engagement de 59,4%
- 789 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 13 066 640 € soit un taux de paiement de 43,9%.

### **5 TO lancés :**

#### ***TO 1.2.1 - Activités de démonstrations***

#### ***TO 1.2.2 - Activités d'information***

Ces deux TO sont maintenant fusionnés dans un seul et même TO harmonisé au niveau de la Nouvelle-Aquitaine et couvrant les activités de démonstration et d'information. Cf. éléments ci-dessus (DP 1A)

#### ***TO 4.1.1 - Investissements pour la modernisation des élevages :***

Le TO 411 sur le territoire du PDR Poitou-Charentes est consacré depuis 2014 au "Plan de modernisation des Elevages". Les CUMA étaient précédemment éligibles à ce TO mais l'harmonisation des dispositifs dans le cadre de la fusion des Régions a consisté à créer un dispositif spécifique pour les investissements collectifs portés par les CUMA.

L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCAE). L'objectif est de favoriser les investissements liés à la performance économique et la durabilité du secteur de l'élevage grâce à la modernisation des bâtiments et des équipements, la diminution de la consommation énergétique, l'autonomie alimentaire, l'amélioration des conditions de travail des exploitants, le bien-être des animaux, les conditions d'hygiène et la gestion des effluents.

En Nouvelle-Aquitaine, deux appels à projets se sont succédé. Le premier d'octobre 2018 à mai 2019 (857 dossiers déposés dont 822 sélectionnés) puis de juillet à août 2019 (325 dossiers déposés dont 315 sélectionnés) soit en totalité 1137 dossiers.

L'ex Poitou-Charentes représente pour 2019, 308 dossiers pour un montant FEADER de 4 347 363,92 € (7 141 551,79 € de dépense publique).

On peut constater une bonne représentativité des 14 filières d'élevage de la Nouvelle-Aquitaine (43% bovin viande et lait, 32% avicole, 16% ovin viande et lait) ainsi que des objectifs atteints sur les priorités de structuration, d'accompagnement des Nouveaux installés (46% des projets et 33% pour les JA). L'accent sur les critères de sélection entrant dans une démarche environnementale permettent de financer 50% dossiers en certification environnementale et 10% en bio.

#### ***TO 4.1.2 - Investissements pour les cultures spécialisées***

L'opération 4.1.2 fait partie intégrante du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCAE). L'objectif est de favoriser le développement de productions régionales spécialisées pour permettre le développement de marchés locaux et l'augmentation de la valeur ajoutée.

Au total, depuis 2014 sur ce dispositif, 70 dossiers ont été programmés représentant 671 147 € de FEADER soit 100 % de la maquette. Sur ses 70 dossiers, 70 ont été engagés et 53 ont fait l'objet d'un paiement soit 572 207 € de FEADER.

Ce TO a été fermé lors de la modification stratégique de 2017.

#### ***TO 4.1.4 - Investissements collectifs CUMA***

Ce dispositif vise à soutenir les projets collectifs d'acquisition de matériels agricoles via les CUMA (Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole).

Les investissements éligibles ont peu évolué et on peut distinguer principalement les matériels ou les investissements collectifs environnementaux (végétal), les matériels liés à l'élevage et ceux spécifiques aux filières fruits et légumes.

En 2017, suite à la fusion des Régions, l'aide aux CUMA a été harmonisée sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine. L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCEA). Un appel à projets Nouvelle-Aquitaine a été ouvert en 2019 avec 2 périodes de dépôt (23 janvier au 31 mars 2019 puis avril à juin 2019) avec 171 dossiers sélectionnés pour un montant d'aide publique de 3 066 353 € dont 1 800 175 € FEADER. En Poitou-Charentes :

- 37 dossiers sélectionnés pour 910 064 € d'aides publiques pour 573 341 € de FEADER.

- les 3 critères de sélection les plus utilisés ont été les pratiques agro-environnementales, la structuration et l'organisation des CUMA et enfin les Jeunes Agriculteurs ou les Nouveaux Installés.

Les logiciels Osiris sont maintenant opérationnels sur les dispositifs avant et après harmonisation ce qui permet de reprendre un bon rythme de paiement.

#### ***TO 4.1.5 – 4.2.3 Instruments financiers :***

La Région Nouvelle-Aquitaine a lancé en novembre 2018 un nouvel instrument financier pour favoriser l'accès au crédit du secteur agricole : le fonds Alter'na. C'est un outil supplémentaire au service de la transition écologique. Il permettra au monde agricole d'investir dans des projets structurants tels que la création d'éco-serres en fruits et légumes, le développement des circuits courts et la création de valeur ajoutée au travers d'ateliers de transformation et de commercialisation à la ferme, la transformation des produits issus de l'agriculture biologique, etc. L'objectif est d'attribuer en 3 ou 4 ans 3000 prêts Alter'na pour un portefeuille de prêts de 190 à 230 millions d'euros.

La Région intervient à l'échelle Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 30 millions d'euros dans ce fonds, dont 15 M€ de Feader (10 M€ sur le PDR Aquitaine, 3M€ sur le PDR Limousin et 2 M€ sur le PDR Poitou-Charentes). La programmation interviendra en 2020.

Alterna a commencé à garantir des prêts en 2020. Des premiers éléments de bilan ont été transmis à l'autorité de gestion : 212 prêts ont été déjà garantis. L'effet levier est confirmé : 6 Millions d'Alterna ont permis de financer 40M€ de prêts qui permettent de financer 54M€ d'investissement en 1 an.

Aucune remontée de dépense n'a cependant eu lieu en 2019, les tableaux seront complétés pour le prochain RAMO.

**Domaine Prioritaire 2B - Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le**

## secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
6.1.1	20 142 044	148	2 958 400	14,7%	151	3 021 320	15%	185	2 823 256	14,0%
6.1.2	207 956 0	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,00%
TOTAL	20 350 000	148	2 958 400	14,5%	151	3 021 320	14,8%	185	2 823 256	13,9%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 148 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 2 958 400 € soit un taux de programmation de 14,5%.
- 151 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 3 021 320 € soit un taux d'engagement de 14,8%
- 185 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 2 823 256 € soit un taux de paiement de 13,9%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
6.1.1	20 142 044	1 010	15 057 334	74,80%	1 010	15 057 334	74,80%	844	10 024 514	49,80%
6.1.2	207 956 0	589	1 269 475	610,50%	589	1 269 475	610,50%	0	0	0,00%
TOTAL	20 350 000	1 599	16 326 809	80,2%	1 599	16 326 809	80,2%	844	10 024 514	49,3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1 599 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 16 326 809 € soit un taux de programmation de 80,2%.
- 1 599 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 16 326 809 € soit un taux d'engagement de 80,2%
- 844 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 10 024 514 €

soit un taux de paiement de 49,3%.

### **TO 6.1.1- Dotation jeunes agriculteurs (DJA)**

Lors du dernier Comité régional sur l'installation et la transmission (CRIT) de février 2017 il a été décidé de faire converger les mesures de la DJA des 3 PDR Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes et de revaloriser la DJA dès le mois de mars 2017 en instaurant la 4ème modulation "Coût de reprise/modernisation important". L'objectif est d'améliorer la mise en œuvre de cette mesure et son équité sur le territoire.

Les bénéficiaires de la DJA demeurent pour 85% des hommes. La forme sociétaire demeure majoritaire et la grande majorité des installations (+90%) se font à titre principal. L'augmentation des installations hors cadre familial se confirme, comme la proportion des jeunes agriculteurs ayant plus de 35 ans et moins de 40 ans.

Les modulations Agro-écologie, Valeur ajoutée emploi et coût de reprise-modernisation sont sollicitées à plus de 70 % par les jeunes.

148 DJA ont été programmées en 2019 pour 2 958 400€ de FEADER.

### **TO 6.1.2 - Prêts bonifiés**

Suite à la suppression des prêts bonifiés (voir éléments 2016), pas d'éléments nouveaux en 2018.

Depuis 2014, 589 dossiers ont été programmés et engagés pour un montant total de 1 269 475 € de FEADER.

### **1.3 Etat d'avancement de la Priorité 3 - Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture**

Cette priorité concerne les mesures 3, 4 et 16 sur le DP 3A soit 5 DTO (3.1.1 ; 3.2.1 ; 4.2.1 ; 16.1.1 ; 16.4.1) et la mesure 5 non activée sur le DP 3B.

**Domaine Prioritaire 3A - Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
3.1.1	19 845	0	0	0,0%	0	0	0,0%	6	2 118	10,7%
3.2.1	750 155	4	145 896	19,4%	4	107 483	14,3%	4	128 379	17,1%
4.2.1	1 002 490	0	-3 772	-0,4%	0	0	0,0%	8	36 812	3,7%



16.1.1	482 788	2	482 788	100,0%	1	201 073	41,6%	0	0	0,0%
TOTAL	2 255 278	6	624 912	27,7%	5	308 556	13,7%	18	167 309	7,4%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 6 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 624 912 € soit un taux de programmation de 27,7%.
- 5 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 308 556 € soit un taux d'engagement de 13,7%
- 18 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 167 309 € soit un taux de paiement de 7,4%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
3.1.1	19 845	48	20 906	105,3%	48	19 845	100,0%	44	18 338	92,4%
3.2.1	750 155	16	478 836	63,8%	12	374 995	50,0%	5	144 247	19,2%
4.2.1	1 002 490	120	1 039 670	103,7%	115	973 103	97,1%	90	765 431	76,4%
16.1.1	482 788	2	482 788	100,0%	1	201 073	41,6%	0	0	0,0%
TOTAL	2 255 278	186	2 022 200	89,7%	176	1 569 016	69,6%	139	928 016	41,1%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 186 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 2 022 200 € soit un taux de programmation de 89,7%.
- 176 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 1 569 016 € soit un taux d'engagement de 69,6%
- 139 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 928 016 € soit un taux de paiement de 41,1%.

#### **4 TO lancés :**

##### ***TO 3.1.1 - Favoriser les nouvelles participations des agriculteurs aux systèmes de qualité***

La mesure est clôturée depuis le 31 décembre 2017.

Au total, depuis le début de la programmation, 48 dossiers ont été programmés pour un montant de FEADER de 20 906 € soit 41% de la maquette. Tous les dossiers ont été engagés et 44dossiers ont été payés

pour un montant de 18 338 € de FEADER.

### ***TO 3.2.1 - Opérations d'information et de promotion des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine***

Le dispositif 3.2 a été modifié en vue d'une harmonisation du dispositif cofinancé principalement par la Région en 2016. Le premier appel à projets commun aux 3 PDR a donc été lancé en 2017.

Lors de l'appel à projet 2019, 3 dossiers ont été sélectionnés pour 128 622 € de FEADER et 558 395€ de dépenses publiques.

Les principaux SIQO soutenus sont AOP, IGP, Label rouge puis AB. Les filières concernées sont en premier ovin viande et fruits et légumes (19% chacun) puis porcins, AB pour 13% chacun et en 3eme position la pêche, palmipèdes, ovins lait et bovins lait (6% chacun).

Au total, depuis le début de la programmation, 16 dossiers ont été programmés pour un montant total de 478 836 € de FEADER dont 12 dossiers engagés représentant 374 995 € de FEADER et 5 dossiers payés soit 144 247 € de FEADER.

### ***TO 4.2.1 - Investissements pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs***

Ce dispositif soutient la diversification de l'activité agricole à travers la transformation et la commercialisation des produits et favorise ainsi des revenus complémentaires pour les exploitations.

Ce TO a été fermé en 2019, les projets sont désormais accompagnés sur fonds Région uniquement.

### ***TO 16.1.1 : PEI***

Un appel à projet a été lancé en juin 2018 et clôturé fin août : 23 projets PEI ont candidaté. 8 ont été retenus permettant la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. 2 projets ont été programmés sur le PDR Poitou-Charentes pour 482 788 € de FEADER ce qui représente 100% de la maquette. Il n'y a pas eu de nouvel appel à projets lancé en 2019.

### **1 TO non lancé : TO 16.4 Coopération en circuit court (CF éléments en DP 1A)**

## **Domaine prioritaire 3B - Soutien à la prévention et à la gestion des risques au niveau des exploitations**

### ***TO 5.2.1 - Réparation des dommages sur les terres agricoles et reconstitution du potentiel de production***

Cette mesure était composée d'une seule opération qui devait permettre de soutenir les actions de restauration de toute nature des terres agricoles et du potentiel de production.. Elle n'a pas été activée sur la période 2014-2018 et à ce stade de la programmation l'Autorité de gestion a décidé de fermer cette mesure en 2019

### **1.4 Etat d'avancement de la Priorité 4 - Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie**

Cette priorité concerne les mesures 4, 7, 8, 10, 11, 12 et 13 soit 9 TO sur le domaine prioritaire 4A (4.4.1 ; 7.1.1 ; 7.6.1 ; 7.6.2 ; 7.6.3 ; 7.6.5, M10, M12, M13), 3 TO sur le domaine prioritaire 4B (4.1.3, 11.1.1 ;

11.2.2) et 2 TO sur le domaine prioritaire 4C (8.2.1 ; 8.5.1).

#### Domaine prioritaire 4A

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.4.1	36 153	0	0	0,0%	0	0	0,0%	6	18 750	51,9%
7.1.1	400 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
7.6.1	5 000 000	20	465 289	9,3%	18	1 177 826	23,6%	17	150 265	3,0%
7.6.2	1 460 000	16	183 764	12,6%	16	162 804	11,2%	18	185 491	12,7%
7.6.3	50 000	2	8 314	16,6%	3	10 759	21,5%	1	1 982	4,0%
7.6.5	1 500 000	13	152 226	10,1%	11	120 850	8,1%	15	133 504	8,9%
10	118 183 821	581	4 741 340	4,0%	581	4 741 340	4,0%	3 662	19 064 713	16,1%
13.2	110 274 993	3 538	20 006 885	18,1%	3 538	20 006 885	18,1%	3 454	20 635 773	18,7%
TOTAL	236 904 967	4 170	25 557 819	10,8%	4 167	26 220 465	11,1%	7 173	40 190 478	17,0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 4 170 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 25 557 819 € soit un taux de programmation de 10,8%.
- 4 167 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 26 220 465 € soit un taux d'engagement de 11,1%.
- 7 173 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 40 190 478 € soit un taux de paiement de 17%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
----	----------	-------------------------------	---------------------	----------------------------------	----------------------------	------------------	------------------------------	--------------------------	----------------	-----------------------------

					s					
4.4.1	36 153	9	36 513	101,0%	8	34 064	94,2%	8	33 845	93,6%
7.1.1	400 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
7.6.1	5 000 000	68	2 088 431	41,8%	52	1 604 009	32,1%	32	376 056	7,5%
7.6.2	1 460 000	163	1 097 438	75,2%	66	1 010 083	69,2%	24	255 759	17,5%
7.6.3	50 000	7	21 202	42,4%	6	17 045	34,1%	1	1 982	4,0%
7.6.5	1 500 000	99	1 377 001	91,8%	99	1 124 028	74,9%	78	899 477	60,0%
10	118 183 821	7 051	97 750 688	82,7%	7 051	97 750 688	82,7%	12 090	65 443 118	55,4%
13.2	110 274 993	18 216	99 948 435	90,6%	18 216	99 948 435	90,6%	14 568	80 665 633	73,1%
TOTAL	236 904 967	25 613	202 319 708	85,4%	25 498	201 488 352	85,1%	26 801	147 675 870	62,3%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 25 613 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 202 319 708 € soit un taux de programmation de 85,4%.
- 25 498 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 201 488 352 € soit un taux d'engagement de 85,1%
- 26 801 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 147 675 870 € soit un taux de paiement de 62,3%.

#### Domaine prioritaire 4B

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.1.3	5 472 973	212	976 119	17,8%	294	950 950	17,4%	327	731 848	13,4%
11.1.1	36 751 006	567	7 234 554	19,7%	567	7 234 554	19,7%	994	6 991 849	19,0%
11.2.2	15 494 372	500	2 224 638	14,4%	500	2 224 638	14,4%	759	3 097 620	20,0%
TOTAL	57 718 351	1 279	10 435 310	18,1%	1 361	10 410 142	18,0%	2080	10 821 317	18,7%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1 279 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 10 435 310 € soit un taux de programmation de 18,1%.
- 1 361 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 10 410 142 € soit un taux d'engagement de 18%
- 2080 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 10 821 317 € soit un taux de paiement de 18,7%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.1.3	5 472 973	1 158	3 738 117	68,3%	1 222	3 625 026	66,2%	394	2 394 678	43,8%
11.1.1	36 751 006	2 711	31 515 554	85,8%	2 711	31 515 554	85,8%	2 516	18 240 177	49,6%
11.2.2	15 494 372	2 718	15 424 821	99,6%	2 718	15 424 821	99,6%	2 334	10 047 978	64,8%
TOTAL	57 718 351	6 587	50 678 492	87,8%	6 651	50 565 401	87,6%	5 244	30 682 833	53,2%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 6 587 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 50 678 492 € soit un taux de programmation de 87,8%.
- 6 651 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 50 565 401 € soit un taux d'engagement de 87,6%
- 5 244 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 30 682 833 € soit un taux de paiement de 53,2%.

#### Domaine prioritaire 4C

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
----	----------	-------------------------------	---------------------	----------------------------------	----------------------------	------------------	------------------------------	--------------------------	----------------	-----------------------------

		és			s engagé s		maquette	s payés		maquett e
8.2.1	4 350	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
8.5.1	500 296	3	29 722	5,9%	3	29 722	5,9%	0	0	0,0%
TOTAL	504 646	3	29 722	5,9%	3	29 722	5,9%	0	0	0,0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 3 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 29 722 € soit un taux de programmation de 5,9%.
- 3 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 29 722 € soit un taux d'engagement de 5,9%
- 0 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossier s engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossier s payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
8.2.1	4 350	4	4 476	102,9%	4	4 476	102,9%	3	4 350	100,0%
8.5.1	500 296	4	34 374	6,9%	4	34 374	6,9%	0	0	0,0%
TOTAL	504 646	8	38 850	7,7%	8	38 850	7,7%	3	4 350	0,9%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 8 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 38 850 € soit un taux de programmation de 7,7%.
- 8 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 38 850 € soit un taux d'engagement de 7,7%
- 3 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 4 350 € soit un taux de paiement de 0,9%.

#### ***TO 4.1.3 - Investissements pour la réduction des pollutions (PVE)***

L'opération 4.1.3 fait partie intégrante du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA). L'objectif est de favoriser la lutte contre les pollutions dues aux pesticides et fertilisants et de réduire la pression des prélèvements existants sur la ressource en eau par une meilleure gestion de l'irrigation.

La grille de sélection a été modifiée entre 2018 et 2019 pour prendre en compte les enjeux eau qualité et

quantité, de plus en plus prégnants dans la Région. Le choix a été fait de prioriser les investissements sur ces zones particulièrement sensibles identifiées par les Agences de l'Eau.

Cette modification a également permis d'intégrer les objectifs de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires souhaités par la Région à travers la feuille de route Neoterra.

Ce dispositif fonctionne en appel à projet à cheval sur deux années. Le premier a été lancé en octobre 2018 et s'est clos en avril 2019 : 206 dossiers ont été déposés et 152 sélectionnés pour 1 480 053€ d'aide publique. Le deuxième Appel à projet de mai 2019 à août 2019 a permis le dépôt de 127 dossiers dont 95 sélectionnés pour 1 016 337€ d'aide publique.

Ce dispositif est sur un rythme de croisière sur l'instruction et l'engagement des enveloppes. Le niveau de paiement quant à lui accuse un léger retard qui sera résorbé en 2020.

#### ***TO 4.4.1 - Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agroécologiques***

L'opération 441 de la mesure 4 fait partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA).

Ce dispositif, a permis de financer sur fonds FEADER et sur la période 2014-2016, 9 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 36 513 € dont 8 dossiers engagés représentant 34 064 € de FEADER. 8 dossiers ont reçu un paiement pour 33 845 euros de FEADER.

Pour des raisons de simplification administrative cette opération est depuis 2017 uniquement financée sur fonds Région.

#### ***TO 7.1.1 - Etablissement et révision des plans de gestion liés aux sites NATURA 2000***

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'élaboration et à la révision des DOCOB des sites Natura 2000.

Une future programmation est envisagée en 2020.

#### ***TO 7.6.1 - Animation NATURA 2000***

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'animation des sites Natura 2000 sur la base du document d'objectifs (DOCOB) prévu sur chaque site. L'objet est de contribuer à la conservation ou à la restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000.

Ce dispositif est en place depuis 2015. Ces projets sont pluri-annuels par définition et la plupart ne sont pas achevés, d'où l'absence de paiement final. Le rythme est conforme à la fois aux prévisions et aux besoins d'animation dans les sites Natura 2000 du territoire.

L'outil OSIRIS permettant le paiement des dossiers a été livré en septembre 2017 mais n'est vraiment opérationnel que depuis début 2018. Les paiements de l'animation N2000 du territoire sont maintenant couverts au fur et à mesure en parallèle du rattrapage des dossiers antérieurs. Ils permettent de maintenir la bonne dynamique déjà lancée depuis 2015 grâce aux animateurs.

Cette situation se traduit également par une relance de la dynamique de contractualisation en 2018 (mesure 7.6 D), l'animateur N2000 étant un acteur clef pour la mise en œuvre de cette politique de contractualisation.

En 2019, 20 dossiers ont été programmés pour 465 289€ de FEADER. L'animation des sites est stabilisée dans ce secteur géographique, et l'année 2019 s'est déroulée de manière normale avec une instruction très prévisible des dossiers.

#### ***TO 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 ni agricole ni forestier***

Il s'agit d'une mesure du Cadre National. Le dispositif vise à financer les actions de conservation ou restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000. Ce contrat permet de mettre en œuvre les préconisations de gestion des sites Natura 2000 définies dans le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site. Il s'agit d'actions liées à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 (proposés ou désignés) à vocation non productive mises en place par des acteurs du monde rural, en dehors d'une activité agricole et en dehors des actions forestières productives. Le dispositif finance des contrats Natura 2000 renvoyant à des interventions sur des milieux très divers : zones humides, milieux aquatiques, forêts, landes, friches, coteaux, espaces littoraux...

Au total depuis le début de la programmation, 163 dossiers ont été programmés pour 1 097 448 € de FEADER soit 75% de la maquette dont 66 engagés pour un montant de 1 010 083 € de FEADER. L'outil Osiris complet a été livré en 2018 : 24 dossiers ont reçu un paiement pour 255 759 € de FEADER.

#### ***TO 7.6.3 - Contrats Natura 2000 en forêt***

Il s'agit d'une mesure du cadre national. L'opération vise à financer des investissements visant l'entretien, la restauration ou la réhabilitation de milieux forestiers dans les sites Natura 2000. L'outil a été rendu disponible en 2018 et 7 dossiers (dont 2 en 2019 pour 8 314 € de FEADER) ont pu être programmés pour 21 202 € de FEADER soit 42% de la maquette.

#### ***TO 7.6.5 - Animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'Agriculture Biologique***

L'opération finance les actions d'animation, d'appui à la contractualisation et de communication nécessaires pour faire connaître, promouvoir et accompagner les agriculteurs dans le dispositif MAEC. Cette opération permettra aussi plus globalement d'informer les agriculteurs sur les enjeux environnementaux des territoires.

L'opération a été mise en œuvre en 2016.

En 2019, 13 dossiers ont été programmés pour 152 226 € de FEADER.

#### ***TO 8.2.1 - Mise en place de systèmes agroforestiers***

Cette opération correspond au coût de mise en place de systèmes agroforestiers. Seule l'année de transition a été valorisée. Compte tenu des faibles montants d'investissements que représente cette opération, celle-ci est désormais mise en œuvre sans financement FEADER.

Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014-2016, 4 opérations qui ont été programmées et engagées pour un montant total de FEADER de 4 476 € de FEADER et 3 dossiers payés pour un montant FEADER de 4 349,98 €.

Cette opération est aujourd'hui fermée et la maquette est engagée à 100%.

#### ***TO 8.5.1 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers***



Ce TO n'a pas été lancé pour 2014-2017 compte tenu de la priorisation de l'instrumentation pour d'autres mesures. Un travail d'harmonisation a été conduit en 2017 à l'échelle des 3 ex régions.

L'appel à projet 2019 a pour objectif d'encourager et de développer des modalités de gestion contribuant à façonner des peuplements forestiers résilients. En effet, et notamment face à des contraintes climatiques croissantes, il apparaît nécessaire d'intervenir afin de restaurer pour ces peuplements leur dynamique multifonctionnelle et leur biodiversité, et de développer les puits de carbone forestier.

3 dossiers ont été programmés en 2019 pour 29 722 € de FEADER.

### ***M10 - Agroenvironnement – climat***

Ces dispositifs MAEC sont en place depuis 2014 (volet 2 de la transition) et 2015 (mesures du PDR), mais les retards pris par l'instruction des dossiers PAC premier pilier (plan d'action FEAGA) n'ont pas permis d'engager et payer les demandes 2015, 2016, 2017 et 2018 sur un calendrier normal. Il faut cependant noter que les demandeurs ont pu, dans leur grande majorité, bénéficier d'un apport de trésorerie remboursable (ATR) mise en place au niveau national par l'Etat.

En 2019, 607 dossiers ont été engagés pour 4 743 000 € de FEADER soutenant 5 632 hectares.

### ***M11 - Agriculture biologique***

Le FEADER soutient à travers cette aide les projets de conversion et de maintien en agriculture biologique. Pour ce faire, une aide annuelle est allouée pour alléger les surcoûts induits par les changements de pratique et la valorisation des produits non issus de l'agriculture conventionnelle.

Comme pour la mesure 10, le retard important des aides du 1er pilier en raison du plan d'action FEAGA a considérablement ralenti l'instruction des mesures d'agriculture biologique. En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel.

La modification stratégique de 2017 a permis de réajuster les sections financières en proposant notamment des mouvements de maquette en faveur de l'Agriculture biologique. En effet, on observe aujourd'hui sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine, et au niveau national, une dynamique de développement de l'Agriculture Biologique nettement plus rapide que celle initialement estimée. Les estimations actuelles montrent que ces surfaces auront plus que doublé d'ici à la fin de la programmation. L'Autorité de gestion a donc souhaité renforcer de manière significative l'intervention du FEADER sur cette filière dans le cadre de la mesure 11 des PDR. La fermeture d'un certain nombre de dispositifs au sein des PDR a permis d'alimenter en majeure partie cette mesure.

L'objectif de 10% de la SAU en AB est presque atteint.

Au total, depuis le début de la période de programmation, 92 473 800 € de dépenses publiques (dont 53 988 600 € FEADER) ont été engagées; Cela représente 1644 exploitants aidés et 93 947 ha engagés. 53.2M€ FEADER ont été payés depuis le début de la programmation.

En 2020, la quasi-totalité (98%) des dossiers de maintien et de conversion en agriculture biologique de la campagne 2019 ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)), ce qui représente plus de 18 M € (dont 9.6€FEADER), 440 nouvelles exploitations et 14 938 ha contractualisés.

### ***TO 12.1 – Paiement d'indemnités en faveur des zones agricoles Natura 2000***

Aucune zone soumise à contrainte environnementale ou équivalent n'a été définie jusqu'à présent sur le territoire du PDR et il n'a par conséquent pas été nécessaire de déployer cette mesure. Cette mesure a été fermée lors de la modification stratégique du PDR Poitou-Charentes en 2019.

### ***TO 13.2 - Paiement d'indemnités pour les autres zones soumises à des contraintes naturelles importantes***

La maquette initiale a été calibrée en ne prenant pas totalement en compte l'augmentation du montant dès la deuxième année de programmation. De plus, la révision du zonage des zones défavorisées simples qui est entrée en vigueur en 2019 nécessitait une révision de maquette. Celle-ci est intervenue en 2018 dans le cadre du transfert du 1er au 2nd pilier, réalisé par l'Etat.

A compter de 2019, une nouvelle délimitation (zone montagne non concernée entendue comme une zone défavorisée simple) est entrée en vigueur. Les parcelles ne faisant plus partie du nouveau zonage bénéficient d'une valorisation modulée à 80% pour 2019 et 40% pour 2020.

En 2019, 3454 exploitations ont reçu de l'ICHN pour 20 635 773 € de FEADER.

### **Etat d'avancement de la Priorité 5 - Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie**

Cette priorité concerne la mesure 4 dans le cadre du domaine prioritaire 5A (TO 4.3.1 ; ) les mesures 4 et 16 sur le domaine prioritaire 5C (TO 4.3.2, TO 16.7.1), le mesure 8 dans le cadre du domaine prioritaire 5E soit (TO : 8.1.1, 8.3.1 ; 8.4.1).

### **Domaine Prioritaire 5A - Développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.3.1	2 000 000	0	0	0,0%	1	8 360	0,4%	0	0	0,0%
TOTAL	2 000 000	0	0	0,0%	1	8 360	0,4%	0	0	0,0%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 0 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux de programmation de 0%.
- 1 dossier a été engagé en 2019 pour un montant de 8 360 € soit un taux d'engagement de 0,4%
- 0 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 0 € soit un taux de paiement de 0%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la

programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.3.1	2 000 000	12	425 563	21,3%	8	324 215	16,2%	7	195 286	9,8%
TOTAL	2 000 000	12	425 563	21,3%	8	324 215	16,2%	7	195 286	9,8%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 12 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 425 563 € soit un taux de programmation de 21,3%.
- 8 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 324 215 € soit un taux d'engagement de 16,2%
- 7 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 195 286 € soit un taux de paiement de 9,8%.

**TO lancé : 4.3.1 - Investissements d'hydraulique agricole liés à la substitution des prélèvements d'eau dans les milieux aquatiques.**

Depuis 2015, 12 dossiers ont été programmés pour 425 563 soit 85% de la maquette globale. Sur ces 12 dossiers, 7 ont été engagés pour 315 855 € de FEADER et 7 payés pour 195 286 € de FEADER.

Les dossiers ne concernent que des études avant travaux. Aucun dossier de demande de travaux n'a été déposé à ce jour.

**Domaine Prioritaire 5C - Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bio-économie**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.3.2	776 793	6	135 221	17,4%	6	135 221	17,4%	9	89 598	11,5%
TOTAL	776 793	6	135 221	17,4%	6	135 221	17,4%	9	89 598	11,5%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 6 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 135 221 € soit un taux de programmation de 17,4%.
- 6 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 135 221 € soit un taux d'engagement de 17,4%
- 9 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 89 598 € soit un taux de paiement de 11,5%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.3.2	776 793	32	577 326	74,3%	32	547 087	70,4%	17	246 447	31,7%
TOTAL	776 793	32	577 326	74,3%	32	547 087	70,4%	17	246 447	31,7%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 32 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 577 326 € soit un taux de programmation de 74,3%.
- 32 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 547 087 € soit un taux d'engagement de 70,4%
- 17 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 246 447 € soit un taux de paiement de 31,7%.

#### ***TO 4.3.2 Investissements pour l'accès aux ressources forestières***

Le développement de la desserte forestière constitue un enjeu majeur pour faciliter l'exploitation et la gestion des massifs forestiers en Poitou-Charentes. L'objectif est d'améliorer l'approvisionnement de la filière aval afin de satisfaire les besoins en bois des entreprises locales de la transformation. Les investissements ont porté principalement sur la création de pistes et d'aires de stockage.

Un appel à projet 2019 avec une date de dépôt au 31 juillet 2019 a été lancé afin de financer des travaux sur la voirie interne aux massifs forestiers, des travaux de résorption des points noirs sur la voirie d'accès aux massifs ainsi que des études d'opportunité et d'impact écologique, économique et paysagère préalable. 6 dossiers ont été programmés pour 135 221 € de FEADER.

#### **Domaine Prioritaire 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
----	----------	-------------------------------	---------------------	----------------------------------	----------------------------	------------------	------------------------------	--------------------------	----------------	-----------------------------

					engagé s			payés		e
8.3.1	622 476	1	46 302	7,4%	1	52 134	8,4%	4	126 163	20,3%
8.4.1	100 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
TOTAL	722 476	1	46 302	6,4%	1	52 134	8,4%	4	126 163	17,5%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 1 dossier a été programmé en 2019 pour un montant de 46 302 € soit un taux de programmation de 6,4%.
- 1 dossier a été engagé en 2019 pour un montant de 52 134 € soit un taux d'engagement de 8,4%
- 4 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 126 163 € soit un taux de paiement de 17,5%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
8.3.1	622 476	14	496 050	79,7%	13	412 256	66,2%	7	204 889	32,9%
8.4.1	100 000	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
TOTAL	722 476	14	496 050	68,7%	13	412 256	57,1%	7	204 889	28,4%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 14 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 496 050 € soit un taux de programmation de 68,7%.
- 13 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 412 256 € soit un taux d'engagement de 57,1%
- 7 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 204 889 € soit un taux de paiement de 28,4%.
- 

### **TO - 8.3.1 - Prévention des dommages causés aux forêts**

Les travaux de DFCI, en réduisant les temps d'intervention des services d'incendies et de secours, permettent de réduire les surfaces lorsque l'incendie survient et d'apporter rapidement les moyens nécessaires à son extinction. Les travaux financés sont relatifs aux pistes (création et mise aux normes), à l'assainissement (sans assainissement pas de piste), ouvrages de franchissement.

Le pilotage des travaux sur le terrain repose sur un réseau de proximité tel que les ASA (Association Syndicales Autorisées) qui ont la responsabilité de la prévention et de l'amélioration des infrastructures.

En 2019, 2 dossiers ont été déposés et 1 sélectionné et programmé pour 46 302 € de FEADER.

#### **TO - 8.4.1 - Restauration des dommages causés aux forêts**

Cette opération ne sera mobilisée qu'en cas de dommages causés aux forêts. Aucun dommage dans les forêts de Poitou-Charentes n'a eu lieu sur la période 2014-2019.

#### **1.6 Etat d'avancement de la Priorité 6 - Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales**

Cette priorité concerne :

pour le Domaine prioritaire 6A : les mesures 4, 6 et 8 (TO 4.2.2, TO 6.4.1, TO 6.4.3, TO 8.6.1)  
pour le domaine prioritaire 6B : les mesures 7 et 19 (TO 7.4.1, TO 7.5.1, TO 7.6.4, M19)  
pour le domaine prioritaire 6C : le TO 7.3.1

#### **Domaine Prioritaire 6A - Faciliter la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois**

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.2.2	5 400 000	8	2 452 809	45,4%	4	1 506 184	27,9%	8	705 328	13,1%
6.4.1	16 811 0	0	-146	-0,9%	5	16 662	99,1%	4	14 158	84,2%
6.4.2	314 919	0	0	0,0%	0	0	0,0%	5	42 084	13,4%
6.4.3	98 258	0	0	0,0%	1	10 070	10,2%	6	63 161	64,3%
8.6.1	616 850	2	36 159	5,9%	2	63 000	10,2%	6	189 000	30,6%
TOTAL	6 446 838	10	2 488 822	38,6%	12	1 595 915	24,8%	29	1 013 731	15,7%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 10 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 2 488 822 € soit un taux de programmation de 38,6%.
- 12 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 1 595 915 € soit un taux d'engagement de 24,8%
- 29 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 1 013 731 € soit un taux de paiement de 15,7%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
4.2.2	5 400 000	26	4 381 809	81,1%	23	2 987 595	55,3%	15	1 362 529	25,2%
6.4.1	16 811	4	13 305	79,1%	5	16 811	100,0%	4	14 158	84,2%
6.4.2	314 919	22	332 785	105,7%	20	327 771	104,1%	18	282 426	89,7%
6.4.3	98 258	10	101 873	103,7%	10	101 477	103,3%	6	63 161	64,3%
8.6.1	616 850	8	225 159	36,5%	8	252 000	40,9%	6	189 000	30,6%
TOTAL	6 446 838	70	5 054 931	78,4%	66	3 685 654	57,2%	49	1 911 274	29,6%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 70 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 5 054 931 € soit un taux de programmation de 78,4%.
- 66 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 3 685 654 € soit un taux d'engagement de 57,2%
- 49 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 1 911 274 € soit un taux de paiement de 29,6%.

#### ***TO 4.2.2 - Investissements pour la transformation/commercialisation de produits agricoles dans l'industrie agro-alimentaire***

Ce dispositif a pour objectif de favoriser la réalisation des investissements dans les domaines du stockage/conditionnement, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles relevant de l'annexe 1 du TFUE à l'exclusion des produits de la pêche, par les opérateurs de l'industrie agro-alimentaire.

La modification stratégique du 19/12/2018 a permis en 2019 :

- Une augmentation du plafond des dépenses éligibles (3M€ à 5 M€) sous condition
- De rajouter dans la liste des bénéficiaires éligibles, les SEMOP (Sté D'Economie Mixte à Opération Unique)
- De bonifier les projets d'investissements en Zone de Revitalisation Rurale si création ou transmission d'entreprises IAA.
- De bonifier les projets d'abattage et ou découpe pour les espèces autres que bovins ovins caprins

En 2019, 8 dossiers ont été programmés pour 2,4 M€ de FEADER.

En ce qui concerne le taux de paiement, il faut à nouveau préciser que ce TO est un dispositif de soutien d'investissements lourds (plancher 300 000 € depuis 2017) avec le plus souvent des travaux immobiliers nécessitant des délais de réalisation longs (2 ans). Par conséquent, les demandes de paiement de solde sont

arrivées à partir de 2018.

En 2019, 15 dossiers ont reçu un paiement pour 1,36 M€ de FEADER.

#### ***TO 6.4.1 - Investissements pour la création-reprise d'activités non agricoles par des porteurs de projets non agriculteurs***

Cette opération a pour objectif de favoriser la création, le développement ou la transmission-reprise d'activités non agricoles et non forestières en milieu rural. Elle vise à maintenir un tissu dense d'activités en milieu rural (commerciales, artisanales, etc) par le biais d'une aide à l'investissement lors de la création/reprise d'entreprises. En 2016, un appel à projet a été lancé. 5 dossiers déposés dans le cadre de l'appel à projet ont été programmés et ils sont engagés en 2019 pour un montant de 16 661 € de FEADER, 4 ont été payés pour un montant de 14 157,93 €.

Ce TO a été clôturé en 2019. Sa complexité de mise en œuvre, notamment du fait du respect du taux fixe et les perspectives de délais de traitement et de versement des demandes d'aides ont été jugées incompatibles avec les contraintes des entreprises concernées. La Région a néanmoins mis en place des politiques susceptibles de suppléer à ce dispositif dans le cadre de ses aides en faveur de l'économie territoriale (aide à l'installation et la modernisation des entreprises, opérations collectives de modernisation de l'artisanat et du commerce notamment).

Une proposition de transfert des crédits restant disponibles du TO 641 vers le TO 751 a été faite lors du Comité de suivi du 16 octobre 2019, et validée. Ce transfert de 1,586 M€ va permettre d'ouvrir un nouvel appel à projets en 2020 sur le TO 751, répondant ainsi à une forte demande des partenaires financiers et des porteurs de projets.

#### ***TO 6.4.2 - Investissements dans des projets d'agritourisme et de centres équestres portés par des agriculteurs ou les membres d'un ménage agricole***

Ce dispositif soutient les investissements dans des activités équestres ou d'agritourisme portées par des agriculteurs. Cette opération fait partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des exploitations agricoles (PCEA). Cette opération est fermée et désormais financée hors FEADER.

Ainsi, sur ce TO ce sont sur la période 2014-2017, 22 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 332 785 € soit 100% de la maquette.

#### ***TO 6.4.3 - Investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non agriculteurs***

L'opération vise à développer l'attractivité touristique en zone rurale par la création ou l'amélioration (modernisation, extension et réhabilitation) d'hébergements de petite capacité portés par des opérateurs privés non agricoles.

Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014-2018, 10 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 101 873 €. En 2019, 2 dossiers ont été engagés pour 10 069 € de FEADER, 6 ont été payés pour un montant de 63 160 €.

Ce TO a été clôturé en 2019. Sa complexité de mise en œuvre, notamment du fait du respect du taux fixe et les perspectives de délais de traitement et de versement des demandes d'aides ont été jugées incompatibles avec les contraintes des bénéficiaires concernées. La Région a néanmoins mis en place des politiques



susceptibles de suppléer à ce dispositif dans le cadre de ses aides en faveur du tourisme.

Une proposition de transfert des crédits restant disponibles du TO 643 vers le TO 741 a été faite lors du Comité de suivi du 16 octobre 2019, et validée. Ce transfert de 398 126 € va permettre d'ouvrir un nouvel appel à projets en 2020 sur le TO 741, répondant ainsi à une forte demande des partenaires financiers et des porteurs de projets.

#### ***TO 8.6.1 - Aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière***

Les entreprises de mobilisation des bois occupent une place singulière au sein de la filière forêt bois : situées à l'interface entre sylviculture et industrie, elles constituent de fait un maillon essentiel pour garantir la qualité d'approvisionnement des entreprises de la transformation des bois.

En soutenant la mécanisation des entreprises prestataires de travaux forestiers (ETF) et des exploitants forestiers, le TO 8.6.B (Investissements dans les techniques forestières) a donc eu un double impact :

- en premier lieu, en aidant à la modernisation des équipements, elle a permis d'accroître la productivité et d'améliorer le niveau global des résultats des entreprises du secteur en les mettant en situation de mieux répondre aux demandes du marché,
- de manière plus globale, elle a participé au maintien de la compétitivité de l'ensemble de la filière forêt-bois en développant la mobilisation des bois par des techniques efficaces et respectueuses de l'environnement.

Les investissements ont porté principalement sur l'acquisition de machines d'abattage et de débardage.

L'engagement des crédits est conforme à la programmation. Le retard dans les paiements est pour partie imputable à la livraison de l'outil Osiris et des difficultés consécutives aux dossiers déposés par des crédits bailleurs.

En 2017, cette mesure a fait l'objet d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR.

En 2019 un appel à projet a été lancé du 15 avril 2019 au 31 décembre 2020. L'objectif de cette opération est de mobiliser davantage de bois tout en réduisant l'impact environnemental des travaux forestiers sur les sols et la biodiversité et de favoriser les gains de productivité sur les produits semi-transformés (bois bûche, piquets, ...) ainsi que dans la logistique d'exploitation forestière.

Cette mesure comprend les investissements matériels suivants : le matériel d'exploitation forestière (abattage, débardage, dessouchage), le matériel de façonnage de bois, le matériel informatique embarqué, et logiciels et développement de logiciels, les animaux de débardage et leurs équipements.

8 dossiers ont été déposés et 6 sélectionnés . Une programmation en 2019 de 63 000 € de FEADER a été faite.

#### **Domaine Prioritaire 6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales**

Ce domaine prioritaire concerne les mesures 7 (soit 3 TO : 7.4.1 ; 7.5.1 et 7.6.4) et 19 (TO LEADER : 19.1 ; 19.2 ; 19.3 ; 19.4).

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés en 2019

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.4.1	14 901 742	26	3 173 616	21,3%	26	3 173 616	20,1%	15	1 414 309	9%
7.5.1	3 730 286	8	1 119 903	30	8	1 119 903	30,0%	2	45 736	1%
7.6.4	305 680	2	31 621	10,3%	2	31 621	10,3%	4	217 129	71,0%
19.1	66 168	5	88 797	134%	5	88 797	134%	5	88 797	134%
19.2	23 871 330	176	4 124 281	17%	176	4 124 281	17,3%	100	1505 563	6%
19.3	1 178 334	1	10 121	0,9%	1	10 121	1%	0	0	0,0%
19.4	5 664 168	32	1 473 663	26%	32	1 473 663	26%	20	905 297	16%
TOTAL	49 717 708	30	5 724 105	30%	250	5 724 105	34%	146	596 690	34 %

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 30 dossiers ont été programmés en 2019 pour un montant de 4 228 486 € soit un taux de programmation de 8,5%.
- 305 dossiers ont été engagés en 2019 pour un montant de 13 219 056 € soit un taux d'engagement de 26,6%
- 145 dossiers ont été payés en 2019 pour un montant de 4 254 920 € soit un taux de paiement de 8,6%.

Tableau récapitulatif des dossiers et montants programmés, engagés et payés depuis le début de la programmation

TO	Maquette	Nombre de dossiers programmés	Montants programmés	Taux de programmation / maquette	Nombre de dossiers engagés	Montants engagés	Taux d'engagement / maquette	Nombre de dossiers payés	Montants payés	Taux de paiement / maquette
7.4.1	14 901 742	98	12 335 820	82,8%	91	11 016 747	73,9%	16	1 574 309	10,6%
7.5.1	3 730 286	16	1 986 988	53,3%	15	1 628 681	43,7%	2	45 736	1,2%
7.6.4	305 680	7	310 538	101,6%	6	310 538	101,6%	4	217 129	71,0%

19.1	66 168	5	72 712	109,9%	5	72 712	109,9%	5	72 712	109,9%
19.2	23 871 330	371	6 836 656	28,6%	371	6 836 656	28,6%	127	1 913 270	8,0%
19.3	1 178 334	1	20 704	1,8%	1	20 704	1,8%	0	0	0,0%
19.4	5 664 168	62	2 854 924	50,4%	62	2 854 924	50,4%	37	1 689 840	29,8%
TOTAL	49 717 708	560	24 418 342	49,1%	551	22 740 962	45,7%	191	5 512 996	11,1%

Au total sur ce domaine prioritaire :

- 560 dossiers ont été programmés depuis le début de la programmation pour un montant de 24 418 342 € soit un taux de programmation de 49,1%.
- 551 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 22 740 962 € soit un taux d'engagement de 45,7%
- 191 dossiers ont été payés depuis le début de la programmation pour un montant de 5 512 996 € soit un taux de paiement de 11,1%.

#### ***TO 7.4.1 - Développement des services de base pour la population rurale***

Ce TO permet de soutenir en zone rurale les projets de maisons de santé, les maisons de services au public, les équipements pour l'enfance Ce TO permet de soutenir en zone rurale les projets de maisons de santé, les maisons de services au public, les équipements pour l'enfance et la jeunesse, les commerces de proximité, les équipements culturels et sportifs et les mobilités. La mise en place effective de ce TO date de 2016.

La sélection des projets au fil de l'eau s'est achevée en 2018, et depuis 2019 les projets sont sélectionnés par appels à projets permettant de mieux cibler les priorités par typologie de projets. Un 1er appel à projets lancé en 2017-2018 a permis de sélectionner, de programmer et d'engager 26 projets pour un montant de plus de 3 M€.

Une proposition de transfert des crédits restant disponibles du TO 643 vers le TO 741 a été faite lors du Comité de suivi du 16 octobre 2019, et validée. Ce transfert de 398 126 € va permettre d'ouvrir un nouvel appel à projets en 2020 sur le TO 741, répondant ainsi à une forte demande des partenaires financiers et des porteurs de projets. Cet appel à projet a été élaboré fin 2019 avec les partenaires financiers afin de l'ouvrir en mars 2020.

En 2019, 15 projets ont été payés en totalité ou en partie pour un montant de 1 414 309 €.

#### ***TO 7.5.1 - Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques***

Ce TO permet de soutenir en zone rurale les projets touristiques d'infrastructures récréatives, les équipements d'information touristique et les vélos routes-voies vertes.

La mise en place effective de ce TO date de 2016. En 2017, les outils réglementaires et informatiques ont été stabilisés. En 2018, la sélection des projets au fil de l'eau s'est achevée, portant le nombre total de dossiers programmés en sélection au fil de l'eau à 9 projets pour un montant de FEADER de 736 975 €. L'ensemble de ces projets, ont été engagés.

Parallèlement, un appel à projet permettant de mieux cibler les priorités de types de projets au sein de la mesure a été lancé en 2017-2018 pour 1,5 M€, 8 projets ont été programmés et engagés pour un montant de 1 119 903 €.

Une proposition de transfert des crédits restant disponibles du TO 641 vers le TO 751 a été faite lors du Comité de suivi du 16 octobre 2019, et validée. Ce transfert de 1,586 M€ va permettre d'ouvrir un nouvel appel à projets en 2020 sur le TO 751, répondant ainsi à une forte demande des partenaires financiers et des porteurs de projets. Cet appel à projet a été élaboré fin 2019 avec les partenaires financiers afin de l'ouvrir en mars 2020.

En 2019, 2 projets ont été payés en totalité ou en partie pour un montant de 45 736 €.

#### ***TO 7.6.4 - Préservation et réhabilitation du petit patrimoine bâti***

Cette mesure permet de soutenir les réhabilitations et restaurations des éléments bâtis du patrimoine. Les projets ont été programmés au fil de l'eau. Le nombre de dossiers et les montants demandés atteignent le niveau de l'enveloppe prévue.

Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014-2018, 6 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 305 680 €. En 2019, les 2 derniers dossiers ont été engagés pour 31 621 € et 4 ont été payés pour un montant de 217 128 €.

#### ***M19 - LEADER***

En 2014, 19 territoires, couvrant la quasi-totalité du territoire Poitou-Charentes, ont porté une candidature pour être un Groupe d'Action Locale LEADER. En juin 2015, tous ont été sélectionnés par un comité de sélection composé d'experts, des services et des élus de la collectivité.

En 2019, la mesure 19 du PDR Poitou-Charentes a fait l'objet de différentes avancées :

Les conventions AG-OP-GAL signées depuis 2017, sont mises à jour en 2019 par avenant pour modifier notamment : les structures porteuses et les périmètres des GAL suite aux réformes institutionnelles françaises, les circuits de gestion, les fiches actions, les mouvements de maquettes financières, ainsi que la composition des Comités de programmation.

Le rythme d'engagement et de paiement est en forte accélération en 2019, cela s'explique notamment par la décision de l'Autorité de gestion de mettre en place d'importants moyens humains et financiers dont :

- Des avances aux GAL pour l'animation/ingénierie dans l'attente du versement des aides à hauteur de 2,3 Millions € ;
- Des avances aux bénéficiaires mises en place à partir de novembre 2018 ; avec un budget réservé de 2,5 Millions € ;
- La création et le recrutement de 31 ETP, à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine, depuis 2017 pour gérer les dossiers LEADER ;
- La mise en place de contreparties financières, avec une enveloppe de crédits régionaux pour chaque GAL ;
- La prise en charge en plus des crédits européens, par le biais de crédits régionaux, de l'ingénierie des GAL ;
- La mobilisation de la Région Nouvelle-Aquitaine pour obtenir auprès de la Commission européenne

la confirmation de la programmation au-delà de 2020 pour LEADER.

La sous-mesure 19.1 concerne 5 GAL pour une programmation de 88797.68 €, la totalité des dossiers sont payés.

La programmation des dossiers financés via les fiches actions des GAL au titre de la sous-mesure 19.2 a été soutenue avec 176 dossiers programmés et engagés pour un montant total de FEADER de 4 124 281 € en 2019 pour les 19 GAL du PDR Poitou-Charentes. 100 dossiers engagés ont également été payés en partie ou en totalité pour un montant de 1 505 563 €.

A titre d'exemple, pour la sous-mesure 19.2, le projet de sentier des arts le long de l'estuaire situé dans le GAL Haute Saintonge est financé à hauteur de 11 289 € de FEADER pour un coût total de 16 127 €. Il s'agit de proposer aux touristes, au public scolaire et au public du territoire, la découverte d'œuvres de Land Art et d'artistes au cœur de sites naturels d'intérêt.

En ce qui concerne la sous-mesure 19.3 pour la coopération territoriale, un premier dossier a été programmé en 2019. L'outil et les formulaires sont disponibles depuis le début de l'année 2019. La cellule d'animation du Réseau Rural de Nouvelle-Aquitaine, dont l'AG de lancement a eu lieu le 19/06/2019, est identifiée pour apporter un appui technique aux GAL pour la coopération LEADER.

Enfin les dossiers d'animation et de gestion des stratégies locales de développement (sous mesure 19.4) ont fait l'objet de 32 dossiers programmés et engagés pour un montant total de 1 479 663 € de FEADER et de 20 paiements pour 905 297 € de FEADER.

L'Autorité de gestion a, par ailleurs, organisé plusieurs temps d'échanges avec les 19 GAL du PDR Poitou-Charentes, afin d'assurer un dialogue régulier et de répondre aux difficultés rencontrées localement par les GAL. Ainsi, une réunion technique InterGAL, un Comité d'Appui (instance de suivi politique de la mesure LEADER associant 4 binômes élu-technique en GAL par département), 4 réunions départementales (réunion technique à l'échelle d'un département) et un groupe de travail « répartition de l'enveloppe complémentaire » ont eu lieu.

Un séminaire dédié à la préparation de l'évaluation du programme LEADER a été organisé avec le Réseau Rural Nouvelle-Aquitaine pour l'ensemble des 52 GAL.

15 sessions de **formations** (soit 25 jours et 209 participants) orientées LEADER pour accompagner les instructeurs à l'utilisation de l'outil OSIRIS et à l'application des règlements (aides d'Etat et commande publique).

### **Domaine prioritaire 6C Améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales**

***Ce domaine prioritaire concerne uniquement le TO 7.3.1 - Investissements dans les infrastructures de haut débit pour l'accès des espaces ruraux***

Ce TO n'a pas été ouvert et le choix a été fait par l'Autorité de gestion, en lien avec les porteurs de projets, de modifier et simplifier les modalités de financement de ces projets. La mobilisation du FEDER et des crédits régionaux sera optimisée et se substituera au FEADER. En conséquence cette opération a été fermée lors de la modification du PDR Poitou-Charentes de 2019.

**1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F**

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2017, 2018.

### 1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

Sans objet.

### 1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)







**1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro)**

--

## **2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION**

### **2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.**

#### **Une conduite en commun des évaluations des 3 PDR**

Le plan d'évaluation, tel qu'il a été rédigé dans le chapitre 9 du PDR pose les grands principes des activités de suivi et d'évaluation. Ces grands principes ne sont pas remis en cause, mais un travail a été réalisé pour préciser les modalités de conduite des activités d'évaluation, dans le contexte de la Nouvelle- Aquitaine.

Ainsi, pour faciliter le pilotage unique des 3 programmes, il semble pertinent de conduire en commun les évaluations des trois PDR. Cela présente également pour avantage de :

- permettre une définition en commun des orientations en matière d'évaluation,
- conduire ces évaluations avec une méthode partagée, pour réaliser plus facilement des analyses comparées entre les deux programmes,
- faire des économies d'échelle.

Pour autant, pour chaque évaluation, les spécificités liées aux trois territoires seront prises en compte afin d'analyser l'impact du FEADER sur chacun des territoires en lien avec les diagnostics et les analyses AFOM réalisés en début de programmation.

Parallèlement à cette construction du plan d'évaluation FEADER Nouvelle-Aquitaine, une réflexion a été menée sur la convergence des plans d'évaluation dans une vision multi fonds. L'objectif est de rationaliser les démarches d'évaluation en recherchant une mutualisation des méthodes et des études.

La convergence s'est faite en 2018 autour des objectifs thématiques de la contribution à l'UE 2020 en identifiant les questionnements communs aux différents FESI et en prenant en compte des questionnements transversaux tels que les principes horizontaux. Il sera maintenu la spécificité des questionnements liés à chaque fonds et à chaque programme pour répondre aux questions évaluatives initialement prévues dans chaque plan d'évaluation.

### **2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).**

Les activités d'évaluation ont débuté à l'été 2018 en lançant un appel d'offre pour choisir un prestataire pour accompagner l'AG dans ses questions évaluatives. La mission du prestataire s'est déroulée de novembre 2018 à juin 2019. Ses missions consistaient à :

- Etablir un référentiel d'indicateurs additionnels opérationnel ;
- collecter les données;
- mener des enquêtes bénéficiaires;
- alimenter les 3 rapports renforcés notamment en proposant les éléments de réponses aux questions évaluatives issues des règlements européens ;

Un comité technique et un comité de pilotage ont été constitués dans ce cadre. Le COPIL est composé des référents des dispositifs, des agents du service FEADER, des référents évaluations des 3 PDR ainsi que des évaluateurs et a permis de :

- choisir les indicateurs additionnels les plus pertinents
- orienter les travaux lors d'un point d'étape intermédiaire de l'évaluation;
- à partir des résultats obtenus pour les questions évaluatives, compiler des conclusions et recommandations pour la fin du programme et dans la perspective du prochain programme.

## **2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).**

Les données de suivi sont collectées à travers les demandes d'aide ou demandes de paiement. Au cours de la «phase d'outillage» de chacun des dispositifs d'aide, un certain nombre d'informations sont spécialement incluses dans les formulaires pour faciliter cette collecte

Lors de la formation des services instructeurs à l'outil informatique, un volet spécifique sur les indicateurs de suivi est développé.

Les travaux liés au monitoring (OSIRIS) et à la valorisation des données qui en sont issues (ValOsiris, expert valo) ont été engagés pour répondre aux besoins d'alimentation des tableaux du Rapport annuel et du cadre de performance. Pour les mesures HSIGC, l'outil OSIRIS permet l'extraction des données nécessaires au suivi financier du programme (codes et libellés des mesures et sous-mesures, période transitoire, domaine prioritaire, nombre de dossiers engagés, nombre de dossiers payés, montant FEADER, montant de la contrepartie nationale et du top up national, part et top up Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) / « autre Etat » / Région / Département / Agence de l'Eau / « autre hors Etat », engagements juridiques externes, paiements et paiements externes). Ces données permettent ainsi de suivre le taux d'engagement et le taux de paiement à différents niveaux (opération / type d'opération, sous-mesure, mesure, domaine prioritaire, priorité).

Un onglet spécifique « indicateurs » a été créé dans l'application et est disponible pour le paramétrage, depuis mars 2017. Les dispositifs sont instrumentés progressivement pour pouvoir extraire les données directement de l'outil via des valorisations de données (ValOSIRIS et profil expert valo). La saisie sera réalisée au fil de l'eau au moment de l'instruction et des contrôles avant paiement. L'outil ISIS permettra l'extraction des données des mesures SIGC. De plus, l'autorité de gestion met à jour mensuellement, un tableau de suivi des dossiers programmés suite à son instance de programmation.

En outre, un groupe de travail Suivi-Evaluation s'est formé au niveau national en 2015. Il réunit le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement (ASP), les Autorités de Gestion, et l'Observatoire du Développement Rural (ODR). Son objectif est d'établir une « bible » de l'évaluation en s'appuyant sur la note d'orientation d'août 2015 du comité de développement rural « suivi des programmes 2014-2020 - tableaux pour les rapports annuels de mise en œuvre » (traduction en français du document Monitoring 2014-2020 – Implementation report tables réalisée par le Ministère de l'Agriculture). Les travaux du groupe de travail portent sur les mesures HSIGC et les indicateurs européens avec pour objectif d'aboutir à un tableau des indicateurs de suivi 2014-2020 précisant : le type d'indicateur, à quelle opération et domaine

prioritaire il s'applique, les consignes de la Commission européenne, des règles communes de gestion, les données à extraire d'ISIS ou d'OSIRIS et comment procéder aux extractions/requêtes. Un groupe de travail restreint issu de ce groupe travaille par ailleurs spécifiquement sur le RAMO (élaboration des tableaux du RAMO et de requêtes pertinentes via l'ODR pour la préparation des RAMO).

Pour les mesures du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC), des extractions du logiciel ISIS sont disponibles pour nous permettre de récolter les données ICHN, MAEC et BIO des différentes campagnes. Un groupe de travail "COMOP" SIGC est également formé au niveau national réunissant le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement et les autorités de gestion. Les questions relatives à l'évaluation des mesures SIGC seront abordées dans ce groupe.

**2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.**

Aucune évaluation achevée définie

**2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.**

Aucune évaluation n'a été réalisée en 2019. De ce fait, il n'y a pas d'élément à apporter pour les sections 2 d, f et g.

**2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).**

Aucune activité de communication définie

**2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).**

Aucun suivi défini



### 3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

#### 3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

Contrairement aux années précédentes, l'année 2019 a été une année plus de routine où l'accélération des engagements et des paiements s'est réalisée de manière significative. Cette année a également été l'occasion de mettre en place plusieurs mesures pour accélérer la mise en œuvre du PDR Poitou-Charentes:

- **Modification du programme : l'année 2019 a été consacrée à 3 modifications :**

- Modification ICHN: La mesure 13 a fait l'objet d'une modification du cadre national adoptée par la Commission européenne le 27 février 2019 afin de prendre en compte l'évolution de la délimitation des zones soumises à contraintes naturelles ou spécifiques qui entre en vigueur à compter de 2019, en application des articles 32.3 et 32.4 du règlement (UE) n° 1305/2013.

L'octroi d'un paiement dégressif a été accordé aux agriculteurs établis dans des zones qui ne sont plus admissibles à la suite de la nouvelle délimitation.

- Modification "Desserte forestière": valorisation des projets collectifs du point de vue du taux d'aide dans le but de mutualiser la maîtrise d'ouvrage et de favoriser l'émergence de projets cohérents à l'échelle des territoires.

- Modification stratégique avec une reventilation de maquette: la dynamique de la programmation présentait des mesures sur lesquelles une forte pression financière était exercée, comme les aides du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA). Parallèlement d'autres types d'opération disposaient de ressources encore importantes, permettant ainsi un redéploiement des crédits pour mieux répondre aux besoins du territoire. Certains de ces redéploiements ont entraîné la fermeture de types d'opération pour lesquels la Région ou d'autres partenaires financiers sont intervenus directement sans contrepartie FEADER. Cela permet de cibler l'intervention du FEADER sur certains types d'opération en rationalisant les temps de traitement administratif des différentes aides.

Lors de précédentes modifications en 2017 et 2018 l'Autorité de gestion a augmenté la maquette de la mesure 11 relative à l'Agriculture Biologique en raison de la dynamique de conversion à l'agriculture biologique très importante sur le territoire. Cette dynamique se traduit aujourd'hui par une forte augmentation des dossiers de maintien dans l'agriculture biologique qui a nécessité un nouvel abondement de la mesure qui sera donc orienté sur l'opération 11.2 de maintien à l'agriculture biologique.

De plus, le matériel d'occasion a été rendu éligible car il permet aux exploitations agricoles d'accéder à des matériels moins onéreux, dont la valeur se déprécie moins rapidement que celle des équipements neufs, tout en assurant leur performance et leur traçabilité.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) dit « Fonds Juncker » a été intégré à la dotation du fonds de garantie ALTER'NA : Doté de 30M€ issus de crédits régionaux et FEADER, ALTER'NA peut désormais bénéficier de crédits supplémentaires (6M€) issus du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Le FEIS vise un renouveau des investissements en période de ralentissement économique. Pour ce faire il soutient des projets en garantissant aux investisseurs un meilleur

remboursement des pertes éventuelles. Il trouve donc sa place au sein de l'instrument financier ALTER'NA et permettra ainsi de passer de 180M€ de fonds mobilisables à 240M€.

Enfin, le taux d'aide sur les projets liés aux structures hydrauliques a été abaissé pour maintenir un effet levier suffisant pour les porteurs de projets et donc d'aider potentiellement plus de projets.

- **Accompagnement renforcé des services instructeurs :**

**L'autorité de gestion a également accentué son accompagnement à travers un plan de formation.**

En 2019, les services instructeurs ont pu avoir accès à un catalogue de formation élargie, en plusieurs modules. Au bilan, nous avons 191 stagiaires uniques répartis sur 7 modules différents et 59 sessions. A cette offre de formation qui était orientée prioritairement vers un public de nouveaux instructeurs, nous avons également développé durant cette année 2019 un programme de formation à distance, qui a été mis à disposition des services instructeurs au premier semestre 2020.

Par ailleurs, le guide des procédures est aujourd'hui stabilisé et diffusé aux services instructeurs.

### 3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) <sup>1</sup>, indicateur indirect calculé automatiquement

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR <sup>2</sup>	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) <sup>3</sup>
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	411 315 290,00	73,56	50,74

<sup>1</sup> Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

<sup>2</sup> Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

<sup>3</sup> Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	411 315 290,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	411 315 290,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement du Feader	[%] Opérations concernées
--	---------------------------	---------------------------

Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

### Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations

## **4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME**

### **4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action**

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Les 3 programmes de développement rural de Nouvelle-Aquitaine mentionnent, dans leur section 17, le rôle, les missions, les instances de pilotage et les moyens de mise en œuvre d'un réseau rural régional (RRNA).

Une présentation de la gouvernance et des missions conférées au RRR a été réalisée lors des Comités de suivi du 21 juin 2017, du 27 juin 2018 et du 17 octobre 2019. Le RRNA a un éventail de missions larges et riches, permettant de répondre aux objectifs définis par l'Europe.

A l'échelle régionale, il s'agit de décliner de façon opérationnelle les objectifs mentionnés par la Commission. Le RRNA doit ainsi :

- Animer, avec un caractère opérationnel et depuis un ancrage territorial régional, la mise en réseau des acteurs régionaux de développement rural, en lien avec les autres échelons,
- Communiquer sur la mise en œuvre des PDR et leurs résultats afin de donner à voir l'action publique au cœur des territoires ruraux et favoriser l'émergence de nouveaux projets,
- Capitaliser, via une mission de veille et de repérage, sur les expériences menées afin de favoriser le transfert de connaissances, la diffusion de bonnes pratiques et la qualité des projets,
- Décloisonner les relations entre acteurs du développement rural afin de promouvoir les actions transversales et multisectorielles, souvent vectrices d'innovation.

Le RRNA a, également, pour objectifs spécifiques de :

- diffuser de l'information sur le contenu des trois PDR et sur les opérations financées,
- mettre en relation les acteurs ruraux, potentiels bénéficiaires du FEADER,
- faire échanger des idées, capitaliser les expériences, générer des analyses, apporter un regard critique et innovant,
- favoriser l'atteinte des cibles fixées dans le PDR,
- apporter à l'Autorité de Gestion des éléments de justification pour ajuster les programmes européens,
- organiser des moments de réflexion sur des thématiques particulières liées aux mesures de développement rural,
- proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur des sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG,
- valoriser les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR,
- réaliser l'articulation avec le Réseau Rural National, notamment la remontée de données et relayer ses communications pour favoriser l'émergence de projets, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation,
- participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses

informations.

La coordination et l'animation du Réseau rural régional Nouvelle-Aquitaine se fait par un agent référent, au sein des équipes de la Région, appuyé par une cellule d'animation externe chargée d'animer les activités du réseau pour les 3 PDR sur la période 2018-2020.

La sélection de cette cellule d'animation s'est faite par le biais de la commande publique (prestation) dont les éléments préparatifs de recrutement avaient été élaborés fin 2017.

Un cahier des charges avait été établi sur la base des missions suivantes :

- Travailler sur les exemples de projets du PDR en lien avec le RRN,
- Proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et un accompagnement collectif sur des sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG
- Mettre en commun les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR
- Relayer les communications émanant du Réseau rural national pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation
- Participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses informations

Un Comité de Pilotage associant les services de l'Etat (DRAAF, DREAL et SGAR) et les services opérationnels de la Région a été mis en place en début d'année 2019. Il s'est réuni pour la première fois le 29 mai 2019. Une seconde réunion, prévue initialement au mois d'octobre 2019, a dû être reportée au 23 janvier 2020, en raison de l'absence prolongée de la personne référente au sein de la cellule d'animation externalisée.

L'Assemblée Générale de lancement du Réseau s'est tenue le 19 juin 2019. Elle rassemblée plus de 70 participants.

#### 4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

L'année 2019 a été marquée par le démarrage et le début de la mise en œuvre du plan d'action du Réseau :

-Création de la base de données des membres de l'Assemblée Générale : 1.650 contacts (collectivités, administrations, organismes de développement, organismes économiques, établissements d'enseignement agricole, associations,...),

-Une grande enquête en ligne auprès de ces contacts et des GAL, pour connaissance et recueil des attentes vis-à-vis du Réseau

-Pilotage du Réseau :

Un COPIL le 29/05/2019 : propositions de thèmes issus de l'enquête pour l'AG : Mobilités, Numérique, Tourisme pluriel. Ces thèmes donneront lieu à des groupes de travail thématiques.  
Une réunion de lancement interne avec les services de la Région le 11/02/2019

-Les grands évènements du Réseau :

- Assemblée générale de lancement le 19/06/2019, à Jonzac (17)
- Un séminaire évaluation LEADER le 28/11/2019 à Melle (79), participation de 40 GAL sur 5

- Le réseautage :

- MCDR (appel à projets du RRN Mobilisation Collective pour le Développement Rural) : journée nationale du 07 février (AG + cellule d'animation).
- Réunion des réseaux ruraux régionaux (AG) le 27 février.
- Accueil ENRD et RRN les 19 et 20 septembre à Poitiers (AG). 15ème rencontre des RRN. C'est à la Maison de la Région de Poitiers, que se sont réunis les RRN de vingt-trois États membres et neuf RRR français, Réseau rural français et le Réseau Européen de Développement Rural, en collaboration avec la Région.
- Forum Ruralités le 23 octobre à La Souterraine (AG)
- Journée mobilités le 03 décembre à Jonzac (cellule d'animation)

- Les productions du réseau :

- Une cartographie des réseaux régionaux en présence, autour du développement rural en Nouvelle-Aquitaine, pour construire la complémentarité : identification, pilotage, membres, périmètre des interventions, nature des interventions.
- Une contribution à l'évaluation des PDR avec analyse des RAMO renforcés 2018 des GAL, et la rédaction de Résumés citoyens LEADER Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes

- La communication :

- Le réseau rural communique à travers deux pages web, une hébergée sur le site du Réseau Rural Français <https://www.reseaurural.fr/region/nouvelle-aquitaine> et la deuxième sur le site l'Europe en Nouvelle-Aquitaine <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/urbain-et-rural/le-reseau-rural-en-nouvelle-aquitaine.html>
- Pour être visible lors des manifestations, le réseau s'est pourvu d'un kakémono.
- Une Newsletter a été élaborée fin 2019 et publiée début 2020.

**4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]**

**Afin de présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.**

**Cette stratégie s'appuie sur les stratégies préexistantes des 3 ex-territoires régionaux.**

**Une synergie avec la communication sur les programmes de coopération internationale et régionale est recherchée.**

**Une démarche participative associant les partenaires clés de la région permet d'optimiser les**

**modalités de mise en œuvre de la stratégie. Il est recherché une corrélation avec les actions de communication de la Région, des partenaires et des relais.**

**La communication a été essentiellement dirigée vers le grand public et les porteurs de projet.**

Les actions de communication, mises en place pour assurer la transparence et la notoriété des programmes européens sont :

- Une mise en ligne régulière sur le site internet et une présence sur les réseaux sociaux ont vocation à informer le grand public et à accompagner les partenaires et les bénéficiaires.

La cartographie permet de visionner en quelques clics les projets financés par l'Europe par thématiques, par territoires, par année de programmation.

***Statistiques du site internet : 11 313 pages vues par mois (135 760 vues en 2019)***

***Pages les plus consultées :***

*1-« Programmes européens 2021-2027 » page informant le partenariat de la nouvelle programmation / 13 231 vues*

*2-« Je suis un bénéficiaire » page permettant au bénéficiaire de fonds européens d'accéder au dépôt et au suivi de son dossier / 5 711 vues*

*3-« Que soutient l'Europe dans ma région » page présentant les différents types d'aides européennes possible en Nouvelle-Aquitaine / 4 900 vues*

*4-« J'ai un projet » page avec un moteur de recherche permettant d'aiguiller un bénéficiaire potentiel sur un contact pour son projet / 2 849 vues*

*5-« Appels à projets » qui correspond à la cartographie des projets soutenus sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine. / 2 561 vues*

*6-Moteur de recherche sur le site Europe en Nouvelle-Aquitaine.eu : Nombre de mails envoyés aux services thématiques en 2019 / 97*

***Statistiques réseaux sociaux (nombre d'abonnés) au 1er janvier 2020:***

*Twitter : 2 787*

*Facebook : 2 430*

- La diffusion de diverses brochures permet de rendre compte de l'intervention européenne sur le territoire auprès du grand public. Ces documents, illustrés par des projets financés par l'Europe et complétés par des chiffres, sont aussi des sources d'informations pour les journalistes.

*Exemples : L'Europe et vous, book thématique*

Lien vers la page « Médiathèque » du site : <http://bit.ly/mediathèqueUE>

- Tous les 2 mois, après chaque instance de consultation, un communiqué de presse permet d'informer la presse des derniers projets programmés.

*Statistiques : **Près de 170** retombées presse recensées en 2019*

*Nombre de Communiqués de presse après chaque instance de consultation : **6**  
([http://bit.ly/espace\\_presseUE](http://bit.ly/espace_presseUE))*

- Des vidéos de bénéficiaires qui témoignent de manière concrète du soutien de l'Europe :  
<http://bit.ly/nouvelle-aquitaine-europe>
- Campagne bénéficiaires de fonds européens avec 3 insertions dans la PQR de la Nouvelle-Aquitaine et déclinée dans la presse digitale. Les témoignages des bénéficiaires ont pour objectif de rendre concret l'intervention de l'Europe sur le territoire.

*Statistiques de la campagne : diffusions dans la PQR **465 059 ex/jour** et **2 241 182 impressions** sur le net avec **2 470 clics***

- Un article dans le journal de la Nouvelle-Aquitaine « l'Europe et les territoires » a permis d'informer tous les néo-aquitains de l'apport de l'Europe en matière d'aménagement du territoire.

*-Statistiques : le journal de la Nouvelle-Aquitaine est distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la Nouvelle-Aquitaine soit : **2,7 millions d'exemplaires**.*

- Le calendrier Europe 2019 souligne les rendez-vous annuels de l'Union européenne. Ce support, distribué auprès de l'ensemble du partenariat et bénéficiaires, grand public, a permis de promouvoir les 10 ans du Joli Mois de l'Europe.
- La grande action annuelle de communication récurrente est le Joli Mois de l'Europe. Cet événement fédérateur permet de marquer davantage la présence de l'Europe dans le quotidien des Néo-aquitains. Accompagner tous les événements en lien avec l'Europe organisés en mai permet de donner une plus grande visibilité sur l'Europe.

*Statistiques : en 2019 c'est **203 événements**, **93 organisateurs** labellisés dans les **12 départements**. **295 retombées médias** ont été recensées (médias traditionnels - presse écrite/web/radio et influenceurs sur les réseaux sociaux - blogueurs, instagrammers). **258 participants** au concours « Écrivez l'Europe » via le site internet, Facebook et flyer distribués sur les événements.*

**Facebook /**

**Audience des publications : Mai 2019 : 213 307 vues / 486 commentaires**

**Twitter /**

**Impressions (nombre de fois que les utilisateurs ont vu les tweets): 12 400**



### Les grandes actions du JME :

- Recensement et animation des structures participantes au JME
- une exposition a permis de présenter les premiers résultats visibles des programmes européens avec des exemples concrets de projets. L'exposition a été mise à disposition des CIED et des conseils départementaux.
- un concours d'écriture proposait aux participants de raconter leur Europe ». Impression sous forme de livret des 12 meilleures histoires : **258 participants**
- 4 simulations du Parlement européen à destination des lycéens de la Nouvelle-Aquitaine
- une campagne média : audio digital : **344 935 diffusions**, campagne Facebook JME et concours d'écriture **801 624 diffusions**, campagne mobile **500 027 diffusions**
- un blogtrip et une soirée spectacle à destination de 12 influenceurs qui ont communiqué sur leurs réseaux sociaux sur des événements organisés dans le cadre du JME : **167 retombées influenceurs**
- un supplément du journal de la Nouvelle-Aquitaine « L'Europe à nos côtés ». Avec un aspect pédagogique sur l'Europe et sur les fonds européens, ce 4 pages était illustré par des projets financés par l'Europe. Il permettait également de promouvoir le JME.

*Statistiques : distribution à **2,7 millions d'exemplaires***

- Un accompagnement des bénéficiaires dans leurs obligations de publicité. Sont à leur disposition des notices sur les obligations de publicité, des autocollants Europe dans plusieurs formats, une plaque générique, des vidéos. Ces supports ainsi que les maquettes d'affiche A3, panneau de chantier, plaque, logos sont téléchargeables sur le site internet : **[http://bit.ly/obligations comUE](http://bit.ly/obligations_comUE)**
- La mise à disposition de supports de communication, Roll-up, oriflammes, fulangas a pour objectif de marquer la présence de l'Europe à l'occasion de manifestations et d'inaugurations.



## **5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE**

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2015, 2016.

## **6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES**

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

## **7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME**

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

## **8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013**

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.



## **9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION**

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2018.



## 10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Oui
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Oui
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	11-09-2018
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Oui
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Oui
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	12-11-2018

### Liste des instruments financiers

Nom de l'instrument financier	Type d'instrument financier	Fonds de fonds associé
Alter'NA	Fund of funds	

<b>I. Identification of the programme and priority or measure from which support from the ESI Funds is provided (Article 46(2)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013)</b>	
<b>1. Priority axes or measures supporting the financial instrument, including fund of funds, under the ESI Fund programme.</b>	
1.1 Reference (number and title) of each priority axis or measure supporting the financial instrument under the ESI Fund programme	M04 - Investments in physical assets (art 17)
2. Name of ESI Fund(s) supporting the financial instrument under the priority axis or measure	EAFRD
3.01 Amount of ESI Fund committed in the Funding Agreement to the individual focus areas(s) referred to in art 5 of 1305/2013 by measure	M04 / 2A: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
3.1. Amount of ESI Funds committed to this thematic objective	T03: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
<b>4. other ESI Fund programmes providing contribution to the financial instrument</b>	
4.1. CCI number of each other ESI Fund programme providing contributions to the financial instrument	
30. Date of completion of the ex ante assessment	Sep 11, 2018
<b>31. Selection of bodies implementing financial instrument</b>	
31.1. Has selection or designation process already been launched	Yes
<b>II. Description of the financial instrument and implementation arrangements (Article 46(2)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013)</b>	
5. Name of the financial instrument	Alter'NA
6. Official address/place of business of the financial instrument (name of the country and city)	
<b>7. Implementation arrangements</b>	
7.1. Financial instruments set up at Union level, managed directly or indirectly by the Commission referred to in Article 38(1)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013, supported from ESI Fund programme contributions	No
7.1.1. Name of the Union-level financial instrument	
7.2. Financial instrument set up at national, regional, transnational or cross-border level, managed by or under the responsibility of the managing authority referred to in Article 38(1)(b), supported from ESI Fund programme contributions under point (a), (b), (c) and d) of Article 38(4) of Regulation (EU) No 1303/2013	Entrustment of implementation tasks, through the direct award of a contract
7.3. Financial instrument combining financial contribution from MA with EIB financial products under European Fund for Strategic Investment in accordance with Article 39a, referred to in Article	

38(1)(c)	
8. Type of the financial instrument	Fund of funds
10. Legal status of the financial instrument, pursuant to Article 38(6) and Article 39a(5)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013 (for financial instruments referred to in Article 38(1)(b) and (c) only): fiduciary account opened in the name of the implementing body and on behalf of the managing authority or separate block of finance within a financial institution	Fiduciary account
<b>III. Identification of the body implementing the financial instrument, and the body implementing fund of funds where applicable, as referred to under point (a), (b) and (c) of Article 38(1) of Regulation (EU) No 1303/2013 (Article 46(2)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013)</b>	
<b>11. Body implementing the financial instrument</b>	
11.1. Type of implementing body pursuant to Article 38(4) and Article 39a(5) of Regulation (EU) No 1303/2013: existing or newly created legal entity dedicated to implementing financial instruments; the European Investment Bank; the European Investment Fund; international financial institution in which a Member State is a shareholder; a publicly-owned bank or institution, established as a legal entity carrying out financial activities on a professional basis; a body governed by public or private law; managing authority undertaking implementation tasks directly (for loans or guarantees only)	European Investment Fund
11.1.1. Name of the body implementing the financial instrument	Fonds Européen d'Investissement
11.1.2. Official address/place of business (country and town name) of the body implementing the financial instrument	37B, avenue JF Kennedy, L-2968 Luxembourg, LUXEMBOURG
12. Procedure of selecting the body implementing the financial instrument: award of a public contract; other procedure	Designation of the EIB, EIF or international financial institutions
12.1. Description of the other procedure of selecting the body implementing the financial instrument	
13. Date of signature of the funding agreement with the body implementing the financial instrument	Nov 12, 2018
<b>IV. Total amount of programme contributions, by priority or measure, paid to the financial instrument and management costs incurred or management fees paid (Article 46(2)(d) and (e) of Regulation (EU) No 1303/2013)</b>	
14. Total amount of programme contributions committed in the funding agreement (in EUR)	M04: 6,080,000.00 Total: 6,080,000.00
14.1. out of which ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
14.1.1. out of which ERDF (in EUR) (optional)	
14.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR) (optional)	
14.1.3. out of which ESF (in EUR) (optional)	
14.1.4. out of which EAFRD (in EUR) (optional)	M04: 2,000,000.00

	Total: 2,000,000.00
14.1.5. out of which EMFF (in EUR) (optional)	
15. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument (in EUR)	M04: 6,080,000.00 Total: 6,080,000.00
15.1. out of which amount of ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
15.1.1. out of which ERDF (in EUR)	
15.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR)	
15.1.3. out of which ESF (in EUR)	
15.1.4. out of which EAFRD (in EUR)	M04: 2,000,000.00 Total: 2,000,000.00
15.1.5. out of which EMFF (in EUR)	
15.2. out of which total amount of national co-financing (in EUR)	M04: 4,080,000.00 Other: 0.00 Total: 4,080,000.00
15.2.1. out of which total amount of national public funding (in EUR)	M04: 4,080,000.00 Total: 4,080,000.00
15.2.2. out of which total amount of national private funding (in EUR)	
16. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument under Youth Employment Initiative (YEI) (in EUR)	
17. Total amount of management costs and fees paid out of programme contributions (in EUR)	M04: 44,383.00 Total: 44,383.00
17.1. out of which base remuneration (in EUR)	M04: 44,383.00 Total: 44,383.00
17.2. out of which performance-based remuneration (in EUR)	
18. Capitalised management costs or fees pursuant to Article 42(2) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant only for final report) (in EUR)	
19. Capitalised interest rate subsidies or guarantee fee subsidies pursuant to Article 42(1)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant to final report only) (in EUR)	
20. Amount of programme contributions for follow-on investments in final recipients pursuant to Article 42(3) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
21. Contributions of land and/or real estate in the financial instrument pursuant to Article 37(10) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
<b>VI. The performance of the financial instrument, including progress in its set-up and in selection of bodies implementing the financial instrument (including the body implementing a fund of funds) (Article 46(2)(f) of Regulation (EU) No 1303/2013)</b>	

32. Information whether the financial instrument was still operational at the end of the reporting year	
32.1. If the financial instrument was not operational at the end of the reporting year, date of the winding-up	
<b>VII. Interest and other gains generated by support from the ESI Funds to the financial instrument, programme resources paid back to financial instrument from investments as referred to in Articles 43 and 44, amounts used for differentiated treatment as referred to in Article 43a, and the value of equity investments with respect to previous years (Article 46(2)(g) and (i) of Regulation (EU) No 1303/2013)</b>	
35. Interest and other gains generated by payments from ESI Funds to the financial instrument (in EUR)	
37. Amounts of resources attributable to ESI Funds used in accordance with Article 44 and 43a	
37.1. out of which amounts paid for differentiated treatment of investors operating under the market economy principle, who provide counterpart resources to the support from the ESI Funds to the financial instrument or who co-invest at the level of final recipient (in EUR)	
37.2. out of which amounts paid for the reimbursement of management costs incurred and payment of management fees of the financial instrument (in EUR)	
37.3. out of which amounts to cover losses in the nominal amount of the ESI Funds contribution to the financial instrument resulting from negative interest, if such losses occur despite active treasury management by the bodies implementing financial instruments (in EUR)	
<b>VIII. Progress in achieving the expected leverage effect of investments made by the financial instrument and value of investments and participations (Article 46(2)(h) of Regulation (EU) No 1303/2013)</b>	
<b>38. Total amount of other contributions, outside ESI Funds, raised by the financial instrument (EUR)</b>	
38.1. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (in EUR)	
38.1A. Contributions under EIB financial product committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	
38.2. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds paid to the financial instrument (in EUR)	4,080,000.00
38.2.1. out of which public contributions (EUR)	4,080,000.00
38.2.2. out of which private contributions (EUR)	
38.2A. Contribution under EIB financial product paid to FI (only for	

the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	
--	--

## **11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES**

Voir annexe relative au suivi

## Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2019			0,08	7,64	1,05
		2014-2018			0,06	5,73	
		2014-2017			0,01	0,96	
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2019					25,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2019					0,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					



Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2019	3,75	71,76	3,89	74,44	5,23
		2014-2018	2,90	55,49	3,04	58,17	
		2014-2017	3,47	66,40	2,09	39,99	
		2014-2016	0,49	9,38	0,49	9,38	
		2014-2015	1,98	37,89	0,31	5,93	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	35 518 581,62	74,93	25 941 846,74	54,73	47 399 883,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	708 983,62	24,14	551 893,23	18,79	2 937 500,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	34 809 598,00	78,29	25 389 953,51	57,10	44 462 383,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			107 662 890,73	75,34	142 899 834,00
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			25 389 953,51	58,52	43 390 465,00
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			954,00	71,73	1 330,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2019	3,34	80,96	3,34	80,96	4,13
		2014-2018	2,62	63,50	2,62	63,50	
		2014-2017	4,99	120,95	1,94	47,02	
		2014-2016	1,09	26,42	1,09	26,42	
		2014-2015	1,34	32,48	0,66	16,00	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	18 594 036,02	54,29	13 907 761,50	40,61	34 250 000,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	18 594 036,02	54,29	13 907 761,50	40,61	34 250 000,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2019			77 523 618,00	226,35	34 250 000,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			13 907 761,50	40,61	34 250 000,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			850,00	80,95	1 050,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2019	0,19	10,99	0,17	9,83	1,73
		2014-2018	0,16	9,25	0,10	5,78	
		2014-2017	0,19	10,99	0,01	0,58	
		2014-2016	0,04	2,31	0,11	6,36	
		2014-2015	0,06	3,47	0,03	1,74	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	2 382 943,75	41,19	1 665 155,71	28,78	5 785 714,00
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	852 346,53	76,71	234 387,78	21,09	1 111 111,00
M03.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			6,00	1,76	340,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	1 530 597,22	91,40	1 430 767,93	85,44	1 674 603,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			5 522 891,93	98,94	5 582 011,00
M04.1 M04.2	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			94,00	81,74	115,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
M16.4	O9 - Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien	2014-2019			0,00	0,00	100,00

Domaine prioritaire 3B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3B	Surface concernée par la reconstitution du potentiel agricole endommagé par des catastrophes naturelles (ha)	2014-2019					100,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00
M05	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
P4	T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2019					0,02
		2014-2018			0,01	44,70	
		2014-2017			0,01	44,70	
		2014-2016					
		2014-2015					
	T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	2014-2019					0,02
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015			0,01	44,70	
	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2019			10,38	2 222,25	0,47
		2014-2018			7,39	1 582,12	
		2014-2017			0,45	96,34	
		2014-2016					
		2014-2015					
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2019			11,41	194,86	5,86
		2014-2018			7,97	136,11	
		2014-2017			3,17	54,14	
		2014-2016			0,13	2,22	
		2014-2015			0,13	2,22	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2019			29,82	339,92	8,77
		2014-2018			24,40	278,14	
		2014-2017			9,58	109,20	
		2014-2016			3,00	34,20	
		2014-2015			3,00	34,20	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	396 054 625,69	95,96	288 292 055,21	69,85	412 713 562,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	11 597 709,57	156,83	8 347 186,33	112,87	7 395 238,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			27 575 130,42	156,24	17 648 810,00
M04.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			8,00	80,00	10,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	6 738 617,05	43,95	2 457 921,82	16,03	15 333 333,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			0,00	0,00	30,00

M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	69 237,01	8,71	11 885,98	1,50	794 984,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			11 885,98	891,67	1 333,00
M08.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			0,00	0,00	10,00
M08.5	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			0,00	0,00	793 651,00
M08.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			0,00	0,00	10,00
M08.5	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			0,00	0,00	100,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	150 738 865,70	87,99	98 305 324,95	57,38	171 311 761,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			273 437,53	160,85	170 000,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	91 694 394,36	130,14	43 953 934,13	62,38	70 460 504,00
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			10 719,68	14,65	73 190,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			2 735,46	10,69	25 600,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	135 215 802,00	91,73	135 215 802,00	91,73	147 404 409,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			195 307,62	82,97	235 402,22
M13.3	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			58 682,66	66,12	88 749,51

Domaine prioritaire 5A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5A	T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	2014-2019					5,39
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	1 705 334,72	2,81	349 496,00	0,57	60 793 651,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	1 705 334,72	2,81	349 496,00	0,57	60 793 651,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			2 236 484,73	1,47	151 984 127,00
M04	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019					8 000,00
M04.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			7,00	70,00	10,00
M04.3							

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2019	698 208,00	21,99	698 208,00	21,99	3 174 603,00
		2014-2018	564 748,60	17,79	564 748,60	17,79	
		2014-2017	581 372,37	18,31	218 714,06	6,89	
		2014-2016	198 944,06	6,27	198 944,06	6,27	
		2014-2015	270 467,66	8,52			
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	817 622,11	64,39	391 186,33	30,81	1 269 841,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	817 622,11	64,39	391 186,33	30,81	1 269 841,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			698 208,00	21,99	3 174 603,00
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			17,00	42,50	40,00

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5E	T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	2014-2019			0,02	5,24	0,38
		2014-2018			0,01	2,62	
		2014-2017			0,01	2,62	
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	668 642,75	69,80	346 700,43	36,19	957 940,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	668 642,75	69,80	346 700,43	36,19	957 940,00
M08.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			0,00	0,00	533 333,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			11 885,98	213,82	5 559,00
M08.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2019			18,26	60,87	30,00
M08.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			334 814,45	42,19	793 651,00
M08.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			0,00	0,00	158 730,00

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2019					135,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	5 672 797,11	47,86	3 145 181,80	26,53	11 853 486,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	4 580 150,86	72,14	2 198 017,95	34,62	6 349 206,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2019			13 750 079,65	43,31	31 746 032,00
M04	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019					40,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	692 646,25	17,68	647 163,85	16,52	3 916 978,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2019			2 302 137,82	19,33	11 908 847,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2019			29,00	11,15	260,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	400 000,00	25,20	300 000,00	18,90	1 587 302,00
M08	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019					15,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			300 000,00	18,90	1 587 302,00
M08.6	O2 - Total des investissements	2014-2019			2 247 196,00	56,63	3 968 254,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2019					100,00
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2019					4,49
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2019			64,29	190,77	33,70
		2014-2018			64,29	190,77	
		2014-2017			64,29	190,77	
		2014-2016			64,29	190,77	
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	35 572 024,99	60,34	9 714 122,09	16,48	58 951 190,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	22 131 249,03	108,08	4 506 458,45	22,01	20 476 190,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2019			2 806 774,00	2 806,77	100 000,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			20,00	10,00	200,00
M07.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			2,00	10,00	20,00
M07.6	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			4,00	13,33	30,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	13 440 775,96	34,93	5 207 663,64	13,54	38 475 000,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2019			1 144 631,00	190,77	600 000,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2019			19,00	100,00	19,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			90 889,00	9,32	975 000,00

M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			2 931 294,64	9,77	30 000 000,00
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019					1 062 500,00
M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019			2 185 480,00	33,95	6 437 500,00

Domaine prioritaire 6C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6C	T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)	2014-2019					0,61
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2019	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
M07.3	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2019			0,00	0,00	10 850,00
M07.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2019			0,00	0,00	8,00



## Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Résumé citoyen 2019	Résumé à l'intention des citoyens	01-09-2020		Ares(2020)7142197	426858329	Résumé citoyen 2019	27-11-2020	nazouzfa
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP054	Annexe financière (systèmes)	24-11-2020		Ares(2020)7142197	1295285582	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP054_fr.pdf	27-11-2020	nazouzfa

